

Katerine: un album d'auteur

E. GARAUDET-PASCOINCO



Le chanteur français sort «le Film», son dixième disque, poétique et délicat.

PAGE 31

Libération

Antiracisme ou repli identitaire?

Le dossier que *Libé* a consacré aux nouveaux «visages contestés de l'antiracisme» a suscité de nombreuses réactions. Le débat continue.

PAGES 20-23

Deux ans après, on est toujours sans nouvelles des quelque 200 lycéennes enlevées au Nigeria. D'autres femmes sont parvenues à échapper à la secte. «Libération» est parti à leur rencontre.

PAGES 2 À 6

Amina Ali, 30 ans, sept enfants. PHOTO CASSIUS DWEM, SIGNATURES

RESCAPÉES DE BOKO HARAM

BOKO HARAM

«Celles qui ont été enlevées, on ne connaît pas leur sort»

Deux ans après le rapt spectaculaire de 276 jeunes filles à Chibok, au Nigeria, la secte islamiste continue de terroriser la zone du lac Tchad. Elle serait responsable de la mort de 20 000 personnes et du déplacement de 2,6 millions d'autres. «Libération» a rencontré d'anciennes captives.

Par
PIERRE NKOUGHÉ
Envoyé spécial à Diffa (Niger)
Photos **CASSIUS DWEM.**
SIGNATURES

C'était il y a deux ans. A Chibok, dans le nord-est du Nigeria, dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, 276 jeunes filles, âgées de 12 à 17 ans, sont brutalement arrachées du dortoir de leur lycée. L'établissement est incendié. Elles sont embarquées dans des camions qui s'enfoncent dans la forêt de Sambisa. Dans les heures et les jours qui suivent, une cinquantaine d'entre elles parviennent à se sauver. Le mouvement «Bring Back Our Girls» («rendez-nous nos filles») mobilise l'opinion internationale. Du jamais-vu : pendant des semaines, le hashtag #BringBackOurGirls inonde Twitter. Christiane Taubira et Michelle Obama posent avec un petit panneau réclamant la libération des jeunes filles.

Revers. Que sont devenues les captives ? Deux ans plus tard, presque toutes restent introuvables. Dans l'extrême nord du Cameroun, une kamikaze de 12 ans, arrêtée le mois dernier avec une ceinture de 12 kilos d'explosifs, a prétendu être l'une des lycéennes. Un mensonge, selon une association de soutien aux parents des jeunes otages. En mai 2014, l'insurrection jihadiste déborde au Cameroun, avant de s'attaquer au Niger en février 2015. Critiqué pour son inaction, le Nigeria finit par lancer une offensive de grande ampleur avec l'appui du Tchad, du Niger et du Cameroun. Villes et villages sont repris. La

secte, qui entre-temps a fait allégeance à l'Etat islamique, subit d'importants revers et se replie sur ses sanctuaires. Le groupe, responsable de la mort de 20 000 personnes et du déplacement de 2,6 millions d'autres, aurait de plus en plus de mal à s'approvisionner.

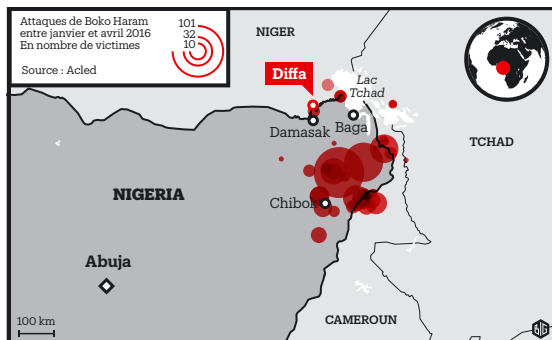
Mais sa capacité de nuisance demeure. Ainsi, Diffa, dans le sud-est du Niger, près du lac Tchad et à quelques encablures de la frontière avec le Nigeria, est toujours en état d'urgence. Près de 140 000 personnes venues du Nigeria ont trouvé refuge dans cette région qui compte aussi des déplacés internes. La saison sèche avance. L'étiage approche. La Komadougou Yobé, la rivière qui sépare le Nigeria du Niger, est très basse. La région est facile à infiltrer pour les jihadistes. Et les attaques de Boko Haram s'intensifient. Le couvre-feu a été étendu. Dans la matinée du 5 avril, deux kamikazes se sont fait exploser à 20 kilomètres de Diffa, dans un véhicule de transport public qui devait se rendre dans le chef-lieu de la région. C'était jour de marché, l'une des cibles privilégiées de Boko Haram. L'un des terroristes a-t-il actionné sa charge par erreur ? Ou alors, un des passagers s'est-il aperçu de l'intention des deux terroristes ? Au moins deux personnes ont été tuées en plus des kamikazes : une femme et son enfant. Le même jour, deux pêcheurs qui s'étaient aventurés sur un bras de la Komadougou Yobé ont été décapités. Dans la nuit, un homme, peut-être un informateur des forces de sécurité ayant aidé à déjouer l'attentat du matin, a été tué.

Au Nigeria, les villes sont tenues par



l'armée, mais les campagnes sont toujours dangereuses. Les réfugiés n'envisagent pas de rentrer et les déplacés se tiennent à distance de la frontière. Une vie d'attente au Niger voisin, sur les terrains désertiques qui longent la Nationale 1, sans activité économique (*lire page 6*). Au milieu des cases de paille apparaissent les premières cases en banco, ce mélange de terre crue et de paille, preuve que ces déplacés de Boko Haram commencent à s'installer.

Angoisse. Libération a choisi de commémorer le sinistre anniversaire de l'enlèvement des jeunes filles de Chibok. En rencontrant des femmes rescapées de la secte islamiste, qui racontent leurs semaines d'angoisse reléguées au rang de «*butin de guerre*». Mais aussi des enfants, traumatisés d'avoir dû quitter leurs maisons. Ou d'avoir vu un frère, un camarade de classe, rejoindre les rangs de Boko Haram. ►





«Quand ils ont attaqué Damasak [au Nigeria, sur la frontière avec le Niger, ndlr], nous avons fui. Mais une fois au bord de la rivière Komadougou Yobé, j'ai vu les cadavres qui flottaient et je n'ai pas voulu entrer dans l'eau. Avec mon mari, nous avons choisi de retourner chez nous. Nous nous sommes cachés dans la paille mais les insurgés m'ont trouvée vers 4 heures du matin. Mon mari entendait, mais il ne pouvait rien faire. J'ai été captive pendant vingt et un jours. J'étais enceinte de ma petite fille. Parmi les Boko Haram, il y avait des enfants, des vieux, des hommes, des adultes. Certains étaient en tenue militaire, d'autres en civil. La majorité avaient beaucoup de cheveux et on ne voyait pas leurs oreilles. Nous étions dans une maison, les insurgés ouvraient juste la porte, déposaient à manger et refermaient. Pendant la durée de ma captivité, aucune femme n'a été mariée de force. Au bout de vingt et un jours, ils ont séparé les femmes en deux groupes. Ils ont pris une moitié et libéré les autres. Moi, j'ai été libérée. Ils ont dit que chacune pouvait partir où elle voulait. Les femmes qui ont été enlevées, on ne connaît pas leur sort. Elles ont été emmenées. On n'en a jamais revu une seule [plus de 500 femmes et enfants ont été enlevés à Damasak fin 2014].»

AÏSSA, 25 ANS
«ILS ONT PRIS UNE
MOITIÉ DES FEMMES
ET LIBÉRÉ
LES AUTRES»



HALIMA, 30 ANS
«LES MARIS,
ILS LES TUENT,
LES FEMMES, ILS
LES GARDENT»

«J'étais assise dans ma maison, à Baga [Nigeria], quand j'ai vu tout le monde courir en tous sens. On disait : "Boko Haram est là !" Même les militaires fuyaient, alors nous aussi, nous nous sommes enfuis. On a passé une nuit en brousse. Mais je ne pouvais pas rester, j'étais enceinte, j'avais mal. Je suis retournée en ville avec ma petite fille. J'ai accouché la nuit, seule, dans la ville. Je me suis cachée. J'ai passé dix jours dans la maison sans que personne ne me trouve, mais ils ont fini par me découvrir. Ils m'ont ordonné de rejoindre le lieu où ils entassaient un groupe de personnes capturées. Ils nous insultaient sans cesse, nous disaient : "Vous êtes des femmes de mécréants." Ils n'arrêtaient pas de nous tabasser. De temps en temps, ils prenaient des femmes. Certaines étaient tuées, d'autres emmenées pour être mariées de force dans leurs villages. Les maris, ils les tuent. Les femmes, ils les gardent. Car, pour eux, c'est d'abord leur butin de guerre. Ils les prennent pour le marié de force. D'autres, ils font des choses avec elles. J'ai eu de la chance, je me suis enfuie quand ils dormaient.»

«J'étais assise dans ma maison, à Baga [Nigeria], quand j'ai vu tout le monde courir en tous sens. On disait : "Boko Haram est là !" Même les militaires

Recueilli par **P.Nk.**



«Lorsqu'ils ont attaqué Baga, nous avons fui et marché sans nous arrêter. Mais à un moment, nous étions épuisés et nous nous sommes arrêtés pour nous reposer un peu. C'est à ce moment qu'ils nous ont trouvés. Ils nous ont dit : "Où sont passées vos prières ? Aujourd'hui, nous avons pris Baga." On pensait qu'ils allaient tous nous exterminer, y compris les femmes. Mais ils nous ont ordonné de retourner à Baga. Je venais d'accoucher. Ils ont laissé les femmes enceintes et celles qui venaient d'accoucher ensemble, mais ils ne nous donnaient pas à manger. J'ai réussi à m'enfuir, mais j'ai dû abandonner ma grand-mère. Elle était trop âgée et aveugle. Ça a été difficile. Il y avait d'autres vieilles femmes. Je sais que beaucoup ont perdu la vie. J'aimerais savoir ce qui est arrivé à ma grand-mère, mais ce n'est pas possible. Je n'ai pas l'autorisation de m'éloigner de mon mari. Et puis aussi, j'ai peur, je ne peux pas prendre la route, c'est trop dangereux. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé avec les femmes plus jeunes. Je vous l'ai dit : j'étais dans mon coin, je n'ai rien vu.»

AÏCHATOU,
30 ANS
«ON PENSAIT
QU'ILS ALLAIENT
TOUS NOUS
EXTERMINER»

Les enfants en première ligne



Sous la menace, les habitants du village de Tam ont migré en retrait de la frontière. PHOTOS CASSIUS DWEM.



Boko Haram a menacé Biri Kassoum Moustapha, directeur d'école, de «partir avec [s]es élèves».

Outre les femmes, Boko Haram cible les jeunes, transformés en assaillants. Avec l'aide d'une ONG, un programme de parrainage tente de les dissuader de rejoindre les terroristes.

Son visage est un masque aux yeux fixes. Moustapha Zarami, 17 ans, triture un jouet en racontant comment son petit frère a rejoint Boko Haram. «Il fréquentait l'école à Diffa [au Niger]. Il est venu rendre visite à la famille à Assaga [au Nigeria, à la frontière]. C'est là que les Boko Haram l'ont croisé. Ils lui ont dit que la guerre qu'ils font était une guerre noble et qu'on peut gagner beaucoup. Ils lui ont dit que s'il les suivait, il aurait une bonne vie, qu'il aurait tout ce qu'il voulait, qu'il serait comme un chef, au lieu de toujours souffrir.» Ce jour-là, Kouroumi, 14 ans, a renoncé à sa vie d'écopier. Pourquoi? Il y a la «mère qui pousse les gens à rejoindre Boko Haram» et de «grands marabouts qui n'ont qu'à te toucher pour que tu les suives», dit son frère. La sueur ruisselle sur le front du jeune homme à la voix monocorde. «Je ne sens pas le vide. Je ne veux plus entendre parler de mon frère. Ils nous ont fait trop peur. J'ai peur de mon propre frère. Si quelqu'un les suit, il est parti pour toujours.»

«ENLEVÉS DE FORCE»

Au Niger, dans les sites de déplacés et de réfugiés un peu en retrait de la frontière avec le Nigeria, aucun des rescapés n'ignore

que Boko Haram happe les enfants. Certains ont même été aperçus parmi les assaillants qui pillent, tuent et terrorisent les villages qui les ont vus naître et grandir. «Nos enfants partaient au compte-gouttes, comme ça, semaine après semaine. On a commencé à comprendre qu'on risquait de les perdre tous. Mieux valait quitter la localité et sauver ceux qui restent», constate Biri Kassoum Moustapha, le directeur de l'école de Tam, un village à la frontière entre le Niger et le Nigeria. «Boko Haram manipule les gens. Quelqu'un qui n'a rien comme activité, si on lui montre de l'argent, il va partir sans comprendre qu'il ne pourra jamais revenir, car c'est du terrorisme», poursuit l'instituteur. Selon lui, ce sont surtout «les enfants qui ne sont pas scolarisés qui rejoignent Boko Haram parce qu'il y a de l'ignorance. Et puis il y a l'intimidation. Certains sont enlevés de force».

Pour Boko Haram (dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché»), l'école est un ennemi. «J'ai été le premier à être menacé, reprend le directeur.

REPORTAGE

Ce sont nos petits frères, ils nous connaissent. Ils me menaçaient directement sur mon portable: «Toi, tu veux l'école des Blancs. Tu vas être égorgé et on va partir avec tes élèves.» J'essayais d'expliquer. Mais ce n'est pas facile de faire comprendre à quelqu'un entré dans le terrorisme autre chose que ce qu'on lui a inculqué. Ça a duré pendant trois ou quatre ans et je suis resté malgré tout. J'ai cassé la puce de mon téléphone pour ne plus qu'on m'appelle.»

En juillet dernier, le village de Tam s'est déplacé préventivement en retrait de la frontière, infestée d'insurgés de Boko Haram. «On a laissé l'école comme ça, on a juste fermé à clé et on est partis.» A pied. Avec l'appui de l'Unicef et de Coop, une ONG italienne, l'école a rouvert dans un paysage semi-désertique, au bord de la Nationale 1 où patrouillent

les forces de sécurité nigériennes (lire page 6). «L'école marche très bien. Il y a beaucoup de monde qui y vient maintenant, car ici il n'y a rien à faire», remarque l'instituteur, qui pense que son action permet de détourner les enfants des discours de la secte islamiste. «On leur a bien expliqué ce que sont Boko Haram et les enfants soldats. Ils comprennent que les rejoindre, c'est une perte de temps, qu'ils ne vont rien gagner.»

«COMITÉ DE PROTECTION»

Au site des déplacés d'Assaga, l'International Rescue Committee (IRC) a mis en place avec les communautés des comités de «pairs éducateurs». Vingt et un adolescents, filles et garçons, mènent «des activités de sensibilisation auprès des jeunes pairs de leur âge», explique Sani Amadou Madougou, d'IRC. Ces jeunes repèrent les plus fragiles et font remonter les informations pour mieux les protéger ou éviter les dérives. Ainsi, précise Murielle Pallares, chargée de la protection de l'enfant en situation d'urgence à l'Unicef, les jeunes «apprennent leurs droits. Il y a notamment de la sensibilisation contre le recrutement. Les enfants parlent de cette problématique connue, mais un peu cachée». Ils peuvent aussi trouver des interlocuteurs auprès des adultes.

«Nos enfants partaient au compte-gouttes, comme ça, semaine après semaine. On a commencé à comprendre qu'on risquait de les perdre tous. Mieux valait quitter la localité et sauver ceux qui restent.»

BIRI KASSOUM MOUSTAPHA instituteur

«On incite les jeunes à ne plus tenter l'aventure», confirme Modou, 10 ans. «Fier» de pouvoir «aider les gens dans leur vie», il juge qu'«il faut occuper les enfants et que les jeunes aient des activités rémunératrices. Là, ils ne vont plus penser à rejoindre Boko Haram». «Si on voit un enfant qui a un problème, on va le signaler au comité de protection ou aux partenaires pour prendre des mesures», précise Dongol Malam, qui affirme avoir 11 ans mais en paraît 15. La jeune fille a reconnu des jeunes parmi les insurgés qui ont mené l'attaque sur son village. Elle estime que «ces activités nous permettent d'oublier ce qu'on a vécu et nous aident à regarder vers l'avant, pour nous éloigner de la délinquance et de Boko Haram». Autant de façons d'entourer enfants et adolescents qui «doivent aider leurs familles à subvenir à

leurs besoins de base» et sont «souvent exploités», rappelle Murielle Pallares. «Ils doivent aller chercher du bois de chauffe, travailler dans des marchés, vendre de petits produits... Ce qui les expose au recrutement par Boko Haram, mais aussi aux abus et aux négligences.»

Sans compter que ces enfants ont traversé, comme leurs parents, de nombreuses épreuves. Sur le site de Kitchendji, un Diap (dispositif itinérant d'appui psychosocial) les accueille, qu'ils soient du village, réfugiés ou déplacés. Là, ils peuvent «s'exprimer et déstresser», explique Adama Consimbo, de Coopi. «Ils ont eu des parents tués, enlevés. Certains n'ont pas été témoins des tueries, mais quand ils sont revenus le lendemain au village, ils ont vu les corps. Pour un enfant, c'est incompréhensible. Même nous, les adultes, on se dit :



Dans la «nouvelle école», que fréquentent les élèves de Tam déplacés.

«Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui peut amener des êtres humains à avoir cette agressivité extrême?» En réaction, détaille-t-il, les enfants développent des «troubles neurovégétatifs, des troubles du sommeil. Ils ont des insomnies, font des cauchemars.

D'autres ont des crises d'humeur, sont violents, hyperactifs. Ils ont souvent été très marqués par ce qu'ils ont vécu». Au risque, à leur tour, de devenir de nouvelles recrues de Boko Haram.

PIERRE NKOGE

Envoyé spécial à Diffa (Niger)

HOP!
AIRFRANCE



CHANGEZ D'AVION COMME D'AVIS.

LIBERTÉ : UN AVION TOUTES LES 30 MINUTES À 1 HEURE AUX HEURES DE POINTE⁽¹⁾.

PRENEZ LE VOL D'AVANT OU D'APRÈS AVEC VOTRE BILLET FLEX.

PROXIMITÉ : 5 LIGNES RELIANT PARIS-ORLY À TOULOUSE, NICE, MARSEILLE, BORDEAUX ET MONTPELLIER⁽²⁾.

LA NAVETTE, C'EST L'AVION QUI VA VOUS FAIRE CHANGER D'AVIS SUR L'AVION.

f t in airfrance.fr ou hop.com

Billets en vente sur nos sites ou dans votre agence de voyage.

(1) En semaine, entre 6h00 et 9h30 et entre 17h00 et 21h00, hors aléas.

(2) À compter de novembre 2016 pour la ligne Montpellier. Plus d'informations sur airfrance.fr ou hop.com

Navette.

Sur la Nationale 1, les réfugiés en quête de sécurité

Fuyant les attaques de Boko Haram, entre 100 000 et 150 000 personnes se sont installées sur les bas-côtés de la route qui longe la frontière entre le Niger et le Nigeria.

Il n'est pas midi, mais la chaleur est suffoquante. Le chef du village d'Assaga et son frère commencent tout juste à relater l'attaque qu'ils ont subie. Mais il faut s'interrompre. Regards inquiets : la zone n'est plus sûre. Sur la route, à environ 5 kilomètres, deux kamikazes viennent de se faire exploser dans un véhicule de transport public. C'est jour de marché à Diffa, dans le sud-est du Niger. Une cible de choix pour Boko Haram. Deux avions Soukhoï crèvent le ciel. Des véhicules militaires convergent vers le lieu de l'explosion. Les humanitaires prennent en sens inverse le long ruban noir qui fend la plaine de sable blanc pour se mettre à l'abri.

Une journée comme il y en a trop sur la route nationale 1. Construite dans les années 70, la «RN1», qui longe la frontière du Nigeria en desservant le «Niger utile», partie la plus fertile du pays, a été baptisée «route de l'unité». Elle relie Niamey aux rives du lac Tchad, soit près de 1400 kilomètres, rapprochant les Songhaï-Zarma de l'Ouest aux Haoussas de l'Est. Une allégorie aujourd'hui lointaine. La «route de l'unité» est surtout devenue le goudron des réfugiés. Sur environ 120 km, la RN1 est bordée de huttes de paille et de bâches floquées des logos des organismes onusiens. Ici survivent réfugiés nigériens et déplacés de l'intérieur. Le symbole de la crise Boko Haram au Niger.

No man's land. Harcelés par la secte islamiste, les villages des rives de la Komadougou Yobé, la rivière qui marque la frontière entre le Niger et le Nigeria, ont reculé. Et le goudron a remplacé l'eau. Ainsi, quand la population du village d'Assaga, côté Nigeria, a fui après avoir été attaquée le 27 juin 2015 (12 morts), sur l'autre rive, ceux d'Assaga côté Niger leur ont emboité le pas de peur que leur tour vienne. Après avoir marché dans un paysage désolé, les habitants des deux villages se sont arrêtés le long de la route, chacun de leur côté. Depuis, la zone entre la route et la frontière est un no man's land dangereux où les forces de sécurité nigériennes s'efforcent de contenir les incursions de Boko Haram depuis le Nigeria. Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) estime que 138 000 personnes sont venues du Nigeria. Et 137 000 autres sont des déplacés internes. Deux camps ont été créés à distance de la frontière, mais ils sont boudés, notamment en raison du manque d'activités économiques. Alors, entre 100 000 et 150 000 personnes se sont installées le long de la route, sur 35 sites. «Les gens choisissent la route car ils s'y sentent en sécurité», explique Mamadou Ary Wally. Cet instituteur vivait à Afofo, un village nigérien sur les rives de la Komadougou Yobé. L'ensemble d'Afofo s'est déplacé «préventivement» jusqu'au site de Koublé Ngourtoï, alors que les attaques de villages frontaliers par



La RN1 est bordée de huttes de paille et de bâches sur environ 120 kilomètres. PHOTO CASSIUS DWEM. SIGNATURES

Boko Haram se multipliaient l'an dernier. «Les gens se sont installés ici en espérant qu'en cas d'attaque, l'intervention sera plus facile», reprend l'enseignant, qui se méfie de tout le monde et redoute les complices de Boko Haram au sein même de sa communauté. «On est à 10 kilomètres de la frontière et Boko Haram hésite à venir. Ils savent que, s'ils viennent nous attaquer, sur le trajet du retour, l'avion va les frapper avant de passer la rivière.» D'ailleurs, «si ce n'est pas pour la sécurité, pourquoi serions-nous ici ?» s'interroge-t-il en désignant le paysage aride envahi par la poussière en ce jour de grand vent. «Ici, il n'y a rien, à part l'aide des ONG. Notre économie est sur les bords de la Komadougou Yobé. Mais, 12 kilomètres à pied, c'est trop loin. Tu ne peux pas partir le matin, travailler et rentrer le soir. Même si tu acceptes le danger.»

Derrière lui, l'asphalte est neuf. Des Chinois avaient entrepris de le rénover. Ils n'ont pas fini. Ils sont partis quand le Niger a été frontalement attaqué en février 2015. Leur base, désertée, a été récupérée par l'armée. La route est

surtout fréquentée par les véhicules militaires, les 4 × 4 blancs des humanitaires et de vieux camions Toyota où s'entassent ceux qui ont pu payer le déplacement. Aucune moto. Utilisées par Boko Haram, elles sont interdites.

«Psychose». «La route est un lien stratégique. Les gens savent qu'elle permet en cas de difficulté que l'on vienne à leur secours plus facilement», explique Hassan Ardo Ido, secrétaire général du gouvernement de Diffa. «C'est aussi la route qui amène les approvisionnements et les autres opportunités.» Il estime que la situation est «globalement sous contrôle», même si les attentats suicides créent de la «psychose». Toutefois, avec la frontière toute proche, la sécurité reste précaire. D'ailleurs, en cette saison sèche, la Komadougou est de plus en plus facile à franchir et les incidents se multiplient. «La principale difficulté, c'est que la rive nigérienne de la Komadougou n'est pas occupée par les forces nigériennes. Donc, sur l'autre rive, nous avons des terroristes qui sont maîtres du terrain et pros-

pèrent, juste à côté de nous», poursuit Hassan Ardo Ido. D'autant que «les enfants qui ont rejoint Boko Haram sont issus de cette zone. Ils sont chez eux, peuvent bénéficier de complicités et connaissent très bien le terrain».

Le retour dans les villages désertés n'est pas à l'ordre du jour, estime Benoît Moreno, du HCR : «C'est un peu le Diffa du futur sous nos yeux. Ce que l'on voit en paille, cela va devenir, petit à petit, des cases plus solides, en banco [mélange de terre et de paille, ndlr]. Au village d'Assaga, on voit des cases semi-permanentes sortir de terre. Les gens savent qu'ils vont rester un petit moment ici.» Deux jours après l'explosion, le chef du village d'Assaga et son frère se souviennent des terres qu'ils ont dû quitter. «Il y avait toutes sortes de cultures, le paprika, le mil, les choux, les poivrons, listent-ils, assis dans leur case. Ceux qui faisaient de l'élevage n'avaient pas d'efforts à fournir pour nourrir le bétail, car il y a de l'eau et l'endroit est vert. Mais on sait qu'on ne peut pas y rentrer. D'ailleurs, même ici, on a peur.»

PIERRE NKOUGHÉ (à Diffa)

ÉDITOS/

Nuit debout: tirer les leçons du «15-M» madrilène

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Correspondant
à Madrid

«La France cherche son 15-M», titrait lundi l'analyste espagnol Eduardo Bayón. Le 15-M («quincé-émé») désigne le 15 mai 2011, lorsque des dizaines de jeunes indignés avaient posé leurs tentes à la Puerta del Sol, au centre de Madrid, pour protester contre les pouvoirs politico-financiers et leurs «abus». Depuis, l'expression 15-M désigne un mouvement social, la cristallisation d'une rébellion collective contre «les attaques aux services publics» ou «le diktat des oligarchies». Et, au-delà, la constitution d'une masse populaire comme acteur politique à part entière.


La France a-t-elle trouvé son 15-M? Les similitudes, en tout cas, sont claires: une forme d'insurrection spontanée, ou peu organisée, qui grossit de façon inattendue et s'étend à tout le pays... Nuit debout commence par une grève générale ponctuelle et se perpétue par des flux humains quotidiens. Comme le 15-M qui, peu après avoir investi la Puerta del Sol, est devenu national, occupant des places de Bilbao, Barcelone et Séville. Dans les deux cas, un événement qui semblait éphémère s'inscrit dans une durée et devient un phénomène.

La comparaison s'arrête pourtant là. Les jeunes Madrilènes avaient apporté leurs tentes, s'étaient fixés sur ce point symbolique (la Puerta del Sol est le kilomètre zéro du pays) et s'y étaient arrimés pendant des semaines, créant un véritable camp avec ses quartiers, ses commissions, ses sous-groupes, ses mécanismes pour se perpétuer. Or, comme le souligne le mensuel *Diagonal*, proche des Indignés, Nuit debout se rapproche davantage d'une occupation, à la manière d'Occupy Wall Street à New York. Et si, en France, l'étincelle prend à partir d'un projet de loi sur fond de malaise social, en Espagne elle fut la conséquence d'une dégringolade générale après la crise de 2008, le krach immobilier et les funestes conséquences sur l'emploi. En 2002, le Parti populaire (conservateur) avait imposé une réforme du travail comparable à celle portée par Myriam El Khomri, mais ce n'était qu'un déclencheur parmi d'autres. Samedi dernier, sur cette même Puerta del Sol a eu lieu un rassemblement de solidarité avec Nuit debout. Le sentiment général était celui d'avoir été les pionniers; on se disait «enchanté» – sans condescendance aucune – de voir un mouvement similaire dans le pays voisin. Surtout,

on souhaitait que les «Français inventent leur propre chemin». Ici, l'expérience parle: cinq ans plus tard, un débat tiraille toujours les puristes du mouvement (assemblées de quartiers, collectifs sociaux, protestations ponctuelles) et ceux qui, comme les

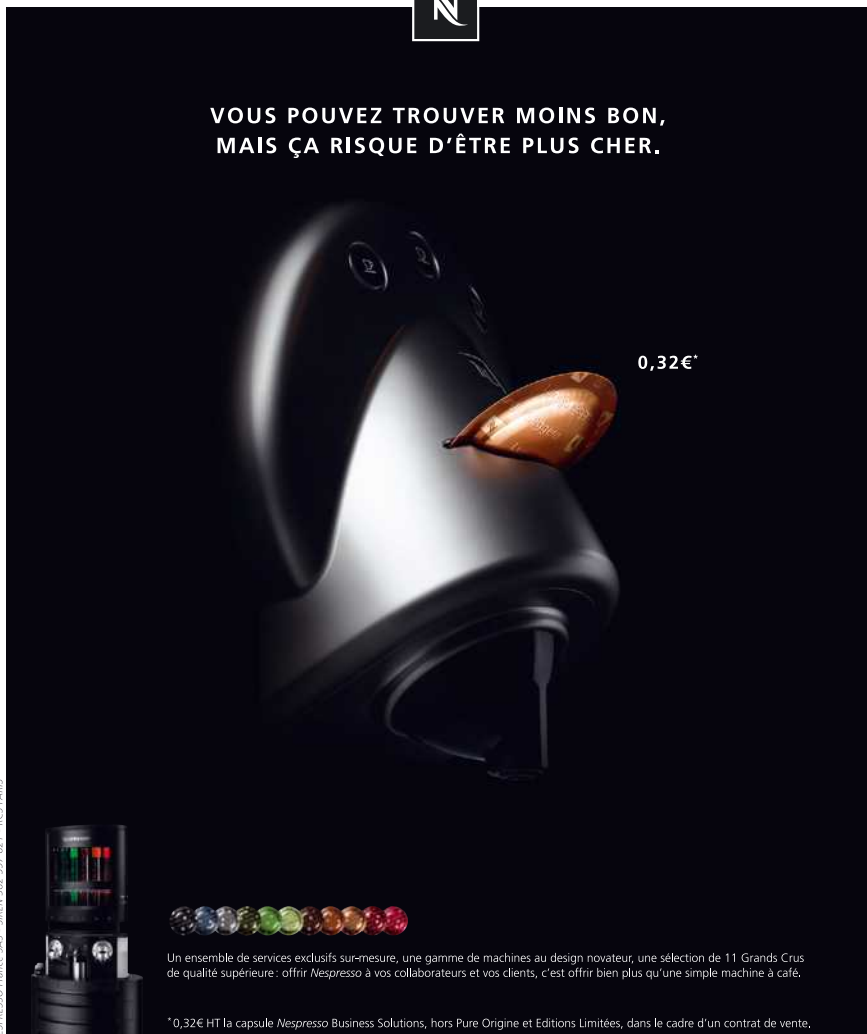
membres et sympathisants de Podemos, estiment qu'il fallait traduire le mécontentement en force de proposition. Aux législatives de décembre 2015, cette jeune formation a obtenu 69 sièges, devenant la troisième force du pays. Son succès a paradoxa-

lement généré une insatisfaction: malgré son entrée fracassante, le parti de Pablo Iglesias n'a pas réussi à convaincre les socialistes de former un front de gauche. Et l'Espagne demeure ces jours-ci dans les limbes d'un impossible gouvernement. ◆



VOUS POUVEZ TROUVER MOINS BON, MAIS ÇA RISQUE D'ÊTRE PLUS CHER.

0,32€*



NESPRESSO France SAS - SIREN 382 197 821 - RCS PARIS

Un ensemble de services exclusifs sur-mesure, une gamme de machines au design novateur, une sélection de 11 Grands Crus de qualité supérieure: offrir Nespresso à vos collaborateurs et vos clients, c'est offrir bien plus qu'une simple machine à café.

*0,32€ HT la capsule Nespresso Business Solutions, hors Pure Origine et Editions Limitées, dans le cadre d'un contrat de vente.

CONTACTEZ-NOUS
0805 220 212**
www.nespresso.com/pro

**Service et appel gratuits

NESPRESSO PROFESSIONNEL



SUR LIBÉRATION.FR

Mexique A voir sur notre site, le travail au long cours (1995-2013) du photographe Mat Jacob, membre du collectif Tendance Floue, sur le mouvement zapatiste du sous-commandant Marcos. Vingt ans après les premiers clichés, son reportage (récompensé par un prix World Press Photo) fait l'objet d'une publication aux éditions Actes Sud ainsi qu'une exposition à la galerie «Fait & Cause», à Paris.

EXPRESSO/

Soixante-dix ans après, Wallenberg enfin mort

Disparu en 1945 sur le chemin de négociations avec l'Armée rouge, le diplomate suédois qui a sauvé des milliers de Juifs hongrois à la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a jamais été déclaré décédé.

Par
ANNE-FRANÇOISE HIVERT Correspondante en Scandinavie

Le 17 janvier 1945, il est monté à bord d'une voiture conduite par son chauffeur, direction Debrecen, à 240 kilomètres de la capitale hongroise, Budapest, pour y rencontrer un commandant de l'Armée rouge. Depuis, Raoul Wallenberg n'a plus donné signe de vie. Seul un diplomate allemand a témoigné avoir partagé sa cellule, début 1945, à la prison de Loubianka, tristement célèbre pour avoir abrité pendant des années le siège de la police politique soviétique. Selon la version officielle, c'est là qu'il aurait succombé, le 17 juillet 1947, à une crise cardiaque.

«SOURCE D'INSPIRATION»

Pendant soixante et onze ans, sa famille a tenté, avec le soutien tardif des autorités suédoises, d'obtenir la vérité sur le sort de l'homme qui a sauvé des dizaines de milliers de Juifs hongrois, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle vient de demander à ce qu'il soit enfin officiellement déclaré mort – un processus qui prend six mois en moyenne et devrait

aboutir en octobre. *«Cette reconnaissance est une façon d'affronter le traumatisme avec lequel nous avons vécu et d'avancer, explique la famille. Mais cela ne va pas affecter sa présence dans nos vies, ni la source d'inspiration qu'il représente pour nous et le reste du monde.»*

Car si Raoul Wallenberg a connu un destin tragique, il n'en reste pas moins exceptionnel, au point que son nom soit souvent cité en Suède, depuis le début de la crise des réfugiés, comme un exemple à suivre. *«Ce qui constitue son essence, c'est le fait de ne pas avoir été seulement un diplomate, mais un homme d'action, de résultats, salue la journaliste Ingrid Carlberg, auteure d'une biographie de référence. Ce qui lui importait était de sauver les Juifs sur place à Budapest, pas de se livrer à des tractations politiques. C'est tout le contraire de ce que fait l'Europe aujourd'hui.»*

Quand il débarque à Budapest, le 9 juillet 1944, Raoul Wallenberg n'a que 31 ans et un patronyme qui le lie à une des dynasties les plus puissantes de Suède et à son empire industriel et financier, dont il n'est qu'un membre éloigné. Après son service militaire et des études aux États-Unis, couronnées par un diplôme d'architecte, il



Le Suédois Raoul Wallenberg (photo non datée). PHOTO PRESSENS BILD. AP

rentre à Stockholm, où il s'associe avec un commerçant juif hongrois, à la tête d'une entreprise d'import-export, multipliant les séjours à Budapest. Le siège de sa compagnie se trouve dans le même bâtiment que l'ambassade américaine à Stockholm. Son nom est donc rapidement évoqué quand, en 1944, le War Refugee Board, l'agence américaine que vient de créer Roosevelt pour venir en aide aux victimes civiles des nazis et de leurs alliés, demande à la Suède d'organiser le sauvetage des 230 000 Juifs de Budapest, alors que l'armée nazie a envahi la Hongrie et déporté 430 000 Juifs vivant

hors de la capitale. Pour Stockholm, commente Ingrid Carlberg, *«c'est une tentative désespérée de regagner en crédibilité auprès des Alliés après une attitude controversée à l'égard de l'Allemagne au début de la guerre»*. Raoul Wallenberg, qui a noué des

relations dans la capitale hongroise, n'hésite pas. Originaires de pays se revendiquant neutres, d'autres diplomates œuvrent déjà à Budapest, délivrant des passeports aux Juifs de la capitale, censés leur garantir une protection diplomatique.

«Ce qui lui importait était de sauver les Juifs sur place à Budapest, pas de se livrer à des tractations politiques. C'est tout le contraire de ce que fait l'Europe aujourd'hui.»

INGRID CARLBERG

auteure d'une biographie de Raoul Wallenberg

Peu impressionné par le document fourni par la Suède, Raoul Wallenberg en dessine un nouveau, aux couleurs du pays, barré des trois couronnes du royaume. Il en délivrera 9 000. La capitale hongroise compte alors deux ghettos : le «central» où s'entassent 70 000 Juifs dans des conditions épouvantables, et le «ghetto international», où 16 000 autres Juifs, confinés dans des maisons, disposent de cartes d'identité d'ambassades étrangères. En quelques mois, Wallenberg bâtit une organisation de 350 employés, qui coordonne la vie dans le ghetto international de Budapest, créant un hôpital, des écoles, fournissant des repas... Avec ses collègues diplomates, ils mettent en place des convois pour ramener les survivants des marches forcées d'Eichmann, convainquant le commandant du ghetto central de renoncer à l'exécution des 70 000 Juifs qui y vivent.

«HÉROS DE LA SHOAH»

Le 17 janvier 1945, c'est pour négocier des vivres et de l'eau auprès de l'Armée rouge, qui vient de libérer la Hongrie, que Raoul Wallenberg part pour Debrecen. Quelques jours plus tard, Moscou informe Stockholm qu'il a été placé sous la protection de l'URSS, avant de démentir, laissant entendre qu'il a été tué par des fascistes hongrois. À l'époque, rappelle Ingrid Carlberg, *«la priorité de la diplomatie suédoise est de maintenir Staline de bonne humeur, de sorte que le dossier sera géré avec une prudence démesurée»*.

Ce n'est qu'en 1957 que la Suède exige enfin la libération de Raoul Wallenberg. Les Soviétiques le soupçonnaient d'être un capitaliste de la pire espèce, doublé d'un espion à la solde des Alliés. Washington en fera un symbole, en pleine guerre froide, lui octroyant le titre rare de citoyen d'honneur américain en 1981. *«Il était le héros de la Shoah, qui avait lutté contre une tyrannie, pour succomber à une autre»*, indique Ingrid Carlberg. Convaincue que la vérité sur sa mort se trouve cachée dans les archives de l'URSS. ◆

L'HISTOIRE
DU JOUR





SUR LIBÉRATION.FR

Jan Fabre répond à la fronde des Grecs

Le plasticien, chorégraphe et metteur en scène flamand se défend dans une lettre ouverte, après avoir été poussé à la démission dans la foulée de sa nomination à la direction du festival d'Athènes et d'Epidaure. Accusé d'avoir ignoré les artistes locaux pour placer au cœur de l'édition 2016 les fleurons de la création belge, l'artiste plaide notamment «le manque de temps». PHOTO AFP



YÉMEN

C'est une trêve précaire qui a débuté lundi dans un pays épuisé par un an de bombardements et de combats.

«Urgente et indispensable», selon le médiateur des Nations unies, la trêve, doit tenir jusqu'au 18 avril et l'ouverture de pourparlers de paix à Koweït sous l'égide de l'ONU. Si les rebelles houthis conservent le contrôle de la capitale, Sanaa, depuis septembre 2014, les loyalistes restent, eux, bloqués à Taëz (sud-ouest).

Lire la suite sur Libé.fr



PÉROU

Keiko Fujimori a largement devancé ses adversaires lors du premier tour de la présidentielle péruvienne, dimanche. La fille de l'ancien président, partie favorite malgré un patronyme encombrant (Alberto Fujimori purge actuellement une peine de vingt-cinq ans de réclusion pour violation des droits de l'homme), a obtenu près de 40 % des voix, et devrait affronter l'économiste de droite Pedro Pablo Kuczynski (24 %) au second tour de l'élection, le 5 juin.

Etudiant italien tué et mutilé au Caire: Rome hausse le ton contre le régime Al-Sissi

L'Italie a attendu deux mois avant de prendre des mesures de rétorsion. Mais faute de collaboration des autorités égyptiennes dans l'enquête sur le meurtre de l'étudiant de 28 ans Giulio Regeni au Caire, Rome a décidé de réagir avec fermeté. Après avoir rappelé son ambassadeur, le ministre des Affaires étrangères a affirmé: «Nous prendrons toutes les mesures nécessaires en proportion de notre insatisfaction.»

La décision d'envoyer un premier message au gouvernement du président Al-Sissi a été prise après l'échec de la rencontre à Rome, la semaine dernière, entre les

enquêteurs égyptiens et transalpins. L'Italie avait demandé que les autorités du Caire fournissent les images des caméras de surveillance et les relevés téléphoniques en leur possession pour remonter jusqu'aux meurtriers de Giulio Regeni. Celui-ci a été enlevé le 25 janvier, jour anniversaire de la révolution égyptienne, après avoir quitté son domicile. Son cadavre a été retrouvé, atrocement mutilé, neuf jours plus tard au bord d'une autoroute. Après avoir fourni des versions multiples et sans fondement (accident de voiture, crime sexuel...), les autorités égyptiennes ont

même annoncé avoir tué cinq membres d'un gang de délinquants et retrouvé à leurs domiciles des affaires de l'étudiant. Leurs nombreuses incohérences et les protestations des familles des cinq victimes ont poussé l'Italie à hausser le ton. Les soupçons se portent désormais vers les services de sécurité du régime. L'étudiant a-t-il été enlevé pour ses recherches sur les syndicats indépendants qui embarrassent le pouvoir? A-t-il été victime de règlements de compte internes au régime affaibli d'Al-Sissi? Le gouvernement de Matteo Renzi est décidé à maintenir la pression alors que l'opi-

nion publique italienne se mobilise autour du cas du jeune chercheur. Rome n'exclut pas de placer l'Égypte sur la liste des pays à risques, ce qui dissuaderait les touristes italiens de se rendre sur place. Et espère le soutien de l'UE dans ses démarches. Le Caire dénonce une «affaire politisée par l'Italie pour des questions de politique intérieure». Mais d'anciens activistes du printemps arabe y voient le symbole des violations répétées des droits de l'homme par Le Caire. Sur Google, le nom de Giulio Regeni a déjà été mentionné plus de 15 millions de fois en arabe.

E.J. (à Rome)

SIESTE

«Nous trouverons un consensus pour que la journée de travail se termine à 18 heures tous les jours.»

MARIANO RAJOY

Premier ministre sortant espagnol



REUTERS

Une grande pause le midi et des journées qui se terminent vers 20 ou 21 heures: le rythme espagnol fait parfois des envieux, mais il est décalé du reste de l'Europe. Une situation à laquelle veut mettre fin le Premier ministre qui, face à l'actuel blocage institutionnel, semble reparti en campagne électorale pour les nouvelles législatives qui pourraient se tenir après l'été. Une proposition qui se doublerait d'un changement de fuseau horaire pour retrouver le temps de Greenwich, plus conforme à sa situation géographique. Franco s'était aligné sur l'heure de Berlin, en 1942, par solidarité hitlérienne.

TRICHE



A Jakarta, tout est bon pour remplir sa voiture

La capitale de l'Indonésie est l'une des villes les plus embouteillées au monde. D'où un covoiturage obligatoire dans certaines zones de Jakarta, instauré en 1992. Du coup, sur le bord des routes, certains Indonésiens proposent leurs services. Selon le responsable des enquêtes criminelles de la police de Jakarta, interrogé par l'AFP, des femmes se font rémunérer pour cette pratique, accompagnées d'enfants shootés aux calmants afin de les garder silencieux à bord. Un scandale qui a poussé les autorités à suspendre provisoirement la mesure.



John Kerry, une première à Hiroshima

EN IMAGE



Il était 8 h 15, le 6 août 1945, quand le B-29 *Enola Gay* a lâché «Little Boy», une bombe à l'uranium, au-dessus de la ville japonaise d'Hiroshima, faisant environ 70 000 morts ce jour-là, et autant dans les mois suivants sous l'effet des radiations. Le bombardement de Nagasaki, trois jours plus tard, précipitait la capitulation du Japon et la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce lundi, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain présent dans le pays pour la préparation du prochain G7, s'est rendu au Mémorial de la paix avec les autres ministres des Affaires étrangères. Une visite sans précédent pour les Etats-Unis, qui ne se sont jamais excusés. Se disant «profondément ému», Kerry, ancien combattant au Vietnam, a plaidé pour «un monde sans armes nucléaires» et a espéré qu'«un jour, le président des Etats-Unis pourra venir ici». Par exemple quand Barack Obama sera en visite au Japon, à la fin du mois de mai? L.D. (avec AFP) PHOTO KAZUHIRO NOGI. AFP

EXPRESSO/

LA LISTE

Où passer
votre
Nuit debout ?

1 MARSEILLE Samedi, ils étaient plusieurs centaines sur le cours Julien. Cette semaine, les AG se poursuivront tous les soirs à partir de 18 heures aux Réformés. Avant de s'étendre aux quartiers Nord le 23 avril à la cité des Flammes. Météo dégagee, 14°C.

2 LYON Après quelques démêlés avec la police, le village des «Nuit deboutistes» lyonnais se tiendra finalement place Guichard de 18 heures à 7 heures, jusqu'à ce mardi. Le mouvement se structure et une «bibliothèque éphémère» est à l'étude. Belle nuit, 15°C.

François Baroin, le joker de Sarkozy

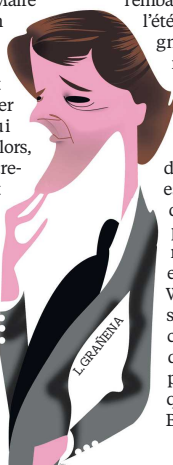
A la peine dans les sondages, Nicolas Sarkozy aurait un atout maître caché dans sa manche : François Baroin, le très discret sénateur et maire de Troyes (Aube). Le moment venu, ce dernier s'engagera au côté de l'ancien chef de l'Etat pour l'accompagner jusqu'à l'Elysée. En récompense de quoi il verra s'ouvrir les portes de Matignon. A en croire les stratèges sarkozystes qui font circuler ce scénario, le soutien de Baroin serait une arme aussi efficace contre Bruno Le Maire que contre Alain Juppé. L'orateur brillant et décontracté aura tout fait de ringardiser le premier qui n'aurait plus, dès lors, le monopole du «renouveau». Quant au second, il ne pourra plus se prévaloir du soutien et de l'héritage de Jacques Chirac. Car si Juppé était «le meilleur d'entre nous», Baroin, lui, était le

«fils préféré» de l'ancien président de droite.

Dans le camp Juppé, on se dit plutôt serein face à cette menace qui relève de «la petite politique». «Avec Baroin, Sarkozy ferait main basse sur le marché chiracien ? C'est absurde. Si Alain Juppé est populaire, c'est tout simplement parce qu'il est sérieux et qu'il travaille», explique un de ses fidèles.

Selon Europe1, Nicolas Sarkozy compte si fort sur Baroin qu'il aurait décidé de l'embarquer dès la fin de l'été dans sa campagne pour laprimaire.

«Parler de ticket Sarkozy-Baroin est très exagéré», nuance un proche du patron de LR. Il est vrai que le fidèle Eric Woerth pourrait l'avoir mauvaise, et plus encore Laurent Wauquiez, défenseur des «racines chrétiennes», ce dernier goûtant peu la raideur laïque de François Baroin. **A.A.**



Valls sort onze mesures et 500 millions d'euros pour calmer la jeunesse

L'objectif n'est pas d'«éteindre une contestation» mais de «répondre à des inquiétudes profondes qui nécessitent une réponse dans la durée», assure le Premier ministre. En présentant onze mesures pour les jeunes, ce lundi, devant les organisations étudiantes et lycéennes, Manuel Valls semble pourtant vouloir jouer l'apaisement. Le tout pour un budget annuel total de 400 et 500 millions d'euros. Objectif : atténuer la colère de la jeunesse qui manifeste depuis plus d'un mois. Et ce, sans avoir besoin, précise-t-il, «de modifier ou de faire évoluer la loi travail», objet principal du courroux des manifestants.

Décrocheurs. Première mesure mise sur la table : la création d'une aide à la recherche du premier emploi (ARPE). Destinée «aux jeunes diplômés d'origine modeste qui entrent sur le marché du travail en situation d'inactivité», elle sera effective à la rentrée 2016. Seuls les étudiants boursiers lors de la dernière année de leur cursus en bénéficieront, pendant quatre mois maximum. Au total, 126 000 jeunes pourraient recevoir l'ARPE, pour un montant mensuel compris entre 100 et 550 euros, selon les profils. Coût de la mesure : 130 millions d'euros par an. En parallèle, 25 000 bourses de 1 000 euros annuels pour les étudiants des classes moyennes sont annoncées. Auxquelles 12 500 bourses du même montant s'ajoutent pour les décrocheurs de 16 à 18 ans. Quant aux bourses de lycée, elles seront revalorisées de 10 %. Les apprentis ne sont pas non plus oubliés : l'Etat va prendre en charge une hausse de leurs minima salariaux légaux (pour les 16 à 20 ans) dès 2017. Mais pour l'heure, pas plus de précisions sur les modalités, renvoyées à une future discussion. Même chose pour l'amélioration des droits des apprentis, autre promesse de Valls, qui fera l'objet d'une «démarche partenariale». Tâche plus ardue, les par-



Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem avant les négociations, lundi, à l'Hôtel Matignon. PHOTO CHARLES PLATIAU. REUTERS

naires sociaux sont aussi invités à s'accorder sur le niveau de modulation des cotisations à l'assurance chômage des contrats courts. Le but : lutter contre la précarité et favoriser les CDI «en encadrant le recours abusif aux contrats courts». En 2013, ils avaient déjà décidé de les taxer davantage. Mais certains contrats avaient été exclus (l'intérim) ou largement épargnés (CDD d'usage). Désormais, l'exécutif va «rendre obligatoire et non plus optionnelle la modulation». Un amendement en ce sens sera déposé au projet de loi travail. Mais l'intérim n'est pas concerné. Sur un autre front, le gouvernement a annoncé la création, pendant cinq ans, de 2 000 places supplémentaires par an dans les filières techniques menant à l'obten-

DÉCRYPTAGE



tion d'un BTS. Les spécialités «en lien avec les métiers d'avenir» seront privilégiées. Enfin, il promet de rendre universelle la garantie locative pour les jeunes et d'accélérer «l'accès à la couverture maladie universelle complémentaire des jeunes en rupture avec leur famille».

«Cap». De quoi calmer la gronde étudiante ? Pas si sûr. William Martinet, de l'Unef, se dit «satisfait» par ces annonces qui marquent un «cap important». Mais elles restent incomplètes. «Tout ça ne lève pas tous les

désaccords, notamment sur la loi travail. C'est pour ça que l'Unef reste solidaire de l'intersyndicale», précise l'Unef, qui manifestera le 28 avril à l'appel des syndicats de salariés. Mais entre-temps, «les formes de mobilisation vont changer», pointe Martinet, évoquant des «interpellations de parlementaires». Du côté de la coordination nationale étudiante, le ton est bien plus ferme, et les prochaines dates de manifestations, en amont du 28 avril, sont maintenues les 12, 14 et 20 avril. «Les annonces de Valls, c'est bien, mais on continue à lutter pour le retrait. Quant à William Martinet, il ne nous représente en aucun cas et il ne peut parler au nom du mouvement», s'agace Aïssatou Dabo, porte-parole de la coordination nationale.

AMANDINE CAILHOL

Spectromètre

Si la mode prend, les caissiers de supermarché ne seront plus les seuls à passer le contenu des chariots sous un scanner. Les consommateurs eux-mêmes pourraient bientôt s'équiper d'une petite machine analysant la lumière réfléchie par un fruit, un légume ou un morceau de viande. Les données collectées sont ensuite envoyées à une entreprise spécialisée, comme l'israélienne Consumer Physics ou l'américaine TellSpec, qui les analysent sur leurs serveurs et affichent le résultat sur le smartphone du client : cette pomme fait 75 calories mais contient des pesticides ; cet épi de maïs est génétiquement modifié et compte 1,5g de lipides. Aux Etats-Unis, les magasins Target ont commencé fin mars à tester les spectromètres.

3 TOULOUSE Avec plus d'un millier de personnes rassemblées ce week-end, une fanfare est prévue ce mardi, et un appel a été lancé sur la page Facebook pour du matos. Rendez-vous place du Capitole à partir de 18 heures. *Météo chaleureuse (16°C) mais orageuse.*

4 NANTES A chaque jour son thème. Après un bilan de la semaine dernière, les Nantais débattent du théâtre mardi, puis des frontières de la répression et de l'habitat. Rendez-vous de 18 heures à 22 heures place du Bouffay. *Ciel clair, 11°C ressentis.*

5 LILLE Ils étaient plusieurs centaines ce week-end, ils refont leurs nuits place de la République tous les soirs à partir de 18 h 30. Certains phosphorescents aussi au «Mutualab», espace de travail partagé, rue Nicolas-Leblanc. *Eclaircies et possibilités d'averses.*

6 STRASBOURG L'AG est ouverte à tous à partir de 19 heures, place de la République. Les groupes sont formés une heure plus tard, avant que chacun expose ses échanges et ses propositions. Au menu : loi El Khomri et accès au logement. *Ondées prévues.*

7 ET AUSSI... A Paris, mardi ce sera encore place de la République, sous des averses. Mercredi une AG est prévue à 17 heures à la gare RER de Champs-sur-Marne. A Brest, ce sera place Guérin à 18 heures. *Retrouvez la Nuit debout près de chez vous sur www.libe.fr*

ILE-DE-FRANCE

Les «idées de bourgeoise» de Péresse

La nouvelle présidente de la région Ile-de-France, Valérie Péresse, est de droite, et cela commence à se voir. «C'est une idée de bourgeoise, c'est bien une idée de bourgeoise, ça!» a fustigé dimanche Marie-George Buffet, députée PCF de Seine-Saint-Denis, à propos de la décision de la majorité LR de mettre fin au financement régional des logements très sociaux dans les communes qui en ont déjà 30%. «En Seine-Saint-Denis, on a toujours besoin de logements sociaux, nous avons besoin de subventions même si nous avons 52% de logements sociaux», a indiqué l'ancienne numéro 1 du PCF, rappelant à la «bourgeoise» qu'en Ile-de-France, «70% des habitants sont éligibles au logement social». Si Péresse «a raison» de vouloir «rééquilibrer» la répartition des logements sociaux, a poursuivi Buffet, il faut «forcer les villes où il n'y a pas à en faire». Genre Neuilly?



L. GRANIEN

ATTENTATS

Les terroristes projetaient une attaque en marge de l'Euro de foot



BFMTV affirme avoir eu accès à l'enregistrement audio contenu dans l'ordinateur d'Ibrahim el-Bakraoui, l'un des kamikazes de l'aéroport de Bruxelles. Sur cet enregistrement, dont *Libé* a révélé la nature lundi, on entend l'un des terroristes de Bruxelles – El-Bakraoui ou Laachraoui – parler avec un commanditaire présent en Syrie, toujours non identifié. Comme nous l'affirmons, ils discutent d'une action pour frapper à nouveau en France. Parmi les pistes évoquées, «celle de déposer des explosifs sous des rails», révèle BFM. Et ce pendant l'Euro de foot, qui est prévu en France du 10 juin au 10 juillet.

Cœurs artificiels: malgré les accrocs de Carmat, la greffe commence à prendre

Le temps des malentendus, et des exagérations, serait-il en voie d'être résolu autour du cœur artificiel Carmat? Plus de vingt-deux mois après la première greffe, on commence à y voir un peu plus clair; on note les limites de cette prothèse mais aussi sa pertinence. En même temps, le tableau des greffes de cœurs artificiels prend du relief, sortant d'un discours de pur marketing. Ainsi, contrairement à la communication de Carmat, son cœur est certes inédit dans sa conception, mais il n'est en rien le seul sur le marché. Aujourd'hui, Carmat est en attente de l'avis de l'Agence nationale de sécurité des médicaments pour la poursuite des essais. Le professeur Pascal Leprince, chef du service de chirurgie cardiaque à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, reste confiant. Il est le dernier à avoir, en décembre, greffé le Carmat sur un patient qui allait décéder une dizaine de jours plus tard. Aujourd'hui, le bilan est le suivant : sur les quatre patients greffés, aucun n'est vivant. «Dans deux des quatre interventions, c'est le cœur qui est en cause, nous expli-

AU PETITS SOINS



que le Pr Leprince, et dans les deux autres, si l'on peut dire, c'est le patient.» Alors que d'ordinaire, les équipes qui greffent cette prothèse (celle de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris comme celle du CHU de Nantes) se retranchent derrière des propos lénifiants – du genre «tout va bien» –, Pascal Leprince parle de façon détendue, même s'il reconnaît que le fait que la société Carmat soit cotée en Bourse complique les choses. «Au début, nous n'étions pas censés participer à l'essai. Mais comme on est une des plus grosses équipes françaises de greffes, on a accepté. D'autant que cette semaine, nous allons fêter les 30 ans de pose de cœurs artificiels à la Pitié, avec le cœur artificiel de la société SynCardia Systems.» Eh oui, cela fait plus de trente ans que d'autres cœurs artificiels sont implantés. Et fonctionnent. Le cœur SynCardia

est aujourd'hui le seul autorisé par la Food and Drug Administration aux Etats-Unis : plus de 1500 patients, dont certains depuis plusieurs années, en sont équipés. SynCardia domine donc le marché. Cependant, ce dispositif est loin d'être parfait. Il est bruyant et nécessite un important appareillage puisqu'il est accompagné d'une batterie externe. «Carmat a beaucoup d'avantages, il est moins bruyant, sa technologie est impressionnante. Inconvénients : il est lourd, prend de la place, et de ce fait, il n'est envisageable que sur des patients dont le thorax est imposant», note le Pr Leprince. Hasard du calendrier, au même moment, le centre chirurgical Marie-Lannelongue, dans les Hauts-de-Seine, vient de révéler «l'implantation de trois types de cœurs artificiels spécifiques aux pathologies de trois patients», qui ne sont pas des Carmat. Trois patients qui vont bientôt quitter le centre, selon la direction. On le voit, les progrès sont continus. D'autres cœurs artificiels existent même déjà dans leur version prototype.

ÉRIC FAVEREAU

LES GENS



Maud Fontenay vogue vers «Valeurs actuelles»

La navigatrice Maud Fontenay a été recrutée par le magazine de droite *Valeurs actuelles* comme chroniqueuse pour la rubrique Environnement-Santé. Soutien de Sarkozy à la dernière présidentielle, Fontenay est la vice-présidente du conseil régional de Paca, chargée du développement durable : elle figurait sur la liste de Christian Estrosi lors des dernières régionales. Ultraréactionnaire et coutumier des couvertures provocatrices, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* se vend bien : +23% en kiosques en 2015. On a hâte de lire la prose de celle qui vantait récemment les mérites de l'exploitation des gaz de schiste aux Etats-Unis. PHOTO REUTERS

4500

euros, c'est le montant de l'amende à laquelle a été condamnée Agnès Saal lundi par le tribunal correctionnel de Créteil pour ses notes de taxi exorbitantes. L'ex-présidente de l'INA doit également payer 5500 euros de dommages et intérêts à l'association Anticor.

«Viens Emmanuel, on va faire du porte à porte tous les deux.»

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS
premier secrétaire du PS



REUTERS

Emmanuel Macron a beaucoup fait parler de lui la semaine dernière en lançant son mouvement politique, «En marche!», qui se veut «ni à droite ni à gauche», et revendique déjà 14 000 adhésions. Le ministre de l'Economie a promis dimanche soir, sur le plateau du journal de 20 heures de France 2, une «grande opération de porte à porte» pour faire prospérer sa petite entreprise. Invité à réagir lundi matin sur France Info, le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a qualifié l'initiative du ministre de Bercy de «vachement moderne» avant d'inviter Emmanuel Macron à se joindre à lui dans le XIX^e arrondissement de Paris – circonscription dont il est le député – en se défendant, bien sûr, de toute ironie.

FOOT BOLOSSES



Quand l'OM perd, le sexisme gagne

Dimanche, OM-Bordeaux : 0-0. Cela fait sept mois que les Marseillais n'ont pas gagné à domicile. Du coup, tout cha-fouins – et armés de légitimes griefs quant à la gestion de leur club –, les supporters du groupe Yankee Nord ont déversé leur bile sur leur actionnaire principale, Margarita Louis-Dreyfus, à coups de banderoles sexistes : la réduction au physique avec ce «La Blonde, Labrune [président de l'OM, ndr] et le néant», suivie du qualificatif de «riche héri-tière incompétente». Enfin, le coup de grâce : «Retourne à ton vrai métier, femme au foyer. Casse-toi!!!» Le ratio neurones déployés/buts marqués est confondant. J.L. PHOTO MANUEL BLONDEAU / ICON SPORT

Par
PIERRE BENETTI

Deux mondes que tout oppose et que rien ne semble pouvoir rassembler se sont entrechoqués pendant deux semaines devant la cour d'assises de Paris. Pour qu'ils se croisent, le 8 septembre 2011 dans le golfe d'Aden, il a fallu que neuf Somaliens attaquent un catamaran français, le *Tribal Kat*. Son skipper, Christian Colombo, est tué lors d'un échange de tirs pendant l'assaut et son corps jeté à la mer. Son épouse, Evelyne, sera retenue deux jours sur une barque. L'année 2011 semble déjà aussi loin que les rivages du Puntland, au nord-est de la Somalie, d'où sont partis les sept grands gaillards en survêtement. Serrés comme des sardines dans le box des accusés, ils risquent la perpétuité. La cour désigne chacun par un numéro plutôt que leur nom, un juré demande l'âge de majorité en Somalie, des enquêtrices de personnalité constatent que la famille des accusés est «*injoignable*», un huissier bâille devant la lenteur des échanges traduits. Enfin, Evelyne Colombo maintient son regard loin de ses ravisseurs, blottie entre ses deux filles sur le banc des parties civiles.

«NI ROUTES NI MAISONS»

Jusqu'à leur interpellation par un commando espagnol deux jours après l'attaque et leur incarcération dans les prisons françaises, les sept pirates vivaient dans un monde «*où il n'y a pas d'Etat mais beaucoup de violence*», où «*il n'y a ni routes ni maisons à étages*» et où «*les enfants vont à l'école si la famille est riche*», insiste Brug, appuyé sur une béquille depuis une blessure d'enfance. Comme ses voisins, il a la voix basse et les yeux baissés, mais lui s'effondre quand il évoque sa détention. Cireur de chaussures à 11 ans puis pêcheur, il gagnait de l'argent en vendant des thermos de thé. «*Les enfants pleuraient parce qu'ils avaient faim, je ne pouvais rien leur donner. Les gens demandaient de l'aide aux autres. Je vous en prie, je ne peux plus parler de ma vie.*» Est-il né en 1980 ou en 1990? «*Je ne peux pas vous dire.*» Ahmed le gardien, Farhan le pêcheur, Mohammed le chauffeur, Saïd le cueilleur d'encens, Mohammed le tailleur de pierres et Farhan le mécanicien le répètent: «*la vie était difficile*», «*il fallait survivre*». Atténuer la peine par ces circonstances sera la stratégie des quatorze avocats de la dé-



Evelyne Colombo avec les pirates à bord de leur embarcation, le 10 septembre 2011, dans le golfe d'Aden. MINISTÈRE ESPAGNOL DE LA DÉFENSE. AFP

Pirates La guerre en Somalie, un coupable absent du box

Procès Les Somaliens poursuivis pour avoir tué un Français et pris sa femme en otage ont raconté un quotidien fait de misère. De 16 à 22 ans de prison ont été requis à leur rencontre.

fense (deux par accusé), jeunes pénalistes pour la plupart exercés aux «*affaires de Somaliens*» avec les procès de deux autres actes de piraterie contre le *Ponant* (2012) et le *Carré d'As* (2013). «*Je dormais dans le garage où je travaillais*», raconte Farhan le mécanicien, pas encore majeur au moment des faits, selon lui, et que les autres surnomment «*le Petit*». «*Parfois je mangeais, parfois non.*» La voix du président, Philippe Jean-Draeher, retentit: «*Vous n'avez pas eu la malaria?*

— Presque tout le monde a la malaria. »

«*Cette vie était plus dure que celle que j'ai maintenant, même en prison*», dit Farhan le pêcheur. Il est né «*dans un endroit désert où il y a des bergers*», quelques années avant la guerre civile somalienne, qui dure dans l'oubli depuis 1991. «*Ça n'existe pas ici, mais chez nous on se déplace avec le bétail pour chercher un endroit où il y a des pâturages et où il n'y a pas de combats. On peut prendre une arme pour trouver à manger.*» Ahmed ajoute: «*Quand on regardait le ciel, on savait que la sécheresse viendrait. On perdait le cheptel et on se retrouvait sans*



mande de me pardonner.» Evelynne Colombo regarde ailleurs. Mohammed A.-H. reconnaît qu'il savait, mais assure n'avoir ni tiré ni volé. Les dénonciations commencent, avec la peur d'en dire trop ou pas assez aussi.

Brug pleure. «Quand j'ai vu le sang versé, j'ai pensé: "tu ne sortiras pas de là vivant". Shine et Abdulaye ont jeté le corps de Christian Colombo à la mer. Il n'y avait pas de place pour discuter. Je ne sais pas si elle pourra me pardonner cette souffrance qui ne la quittera jamais.» Evelynne Colombo regarde les jurés, une de ses filles prend des notes.

«JE N'AI PAS RÉALISÉ.»

C'est dans un tout autre monde que vivait cette frêle femme aux cheveux gris coupés court. A la fin des audiences, elle remercie le colonel chargé des recherches, tandis qu'Alain, ancien militaire comme son frère Christian, tee-shirt bleu et jaune ciglé «Tribal Kat», lui touche le bras. Après quatre longues journées passées en silence, Evelynne Colombo prend enfin la parole. Elle dit n'avoir pas vu grand-chose, enfermée qu'elle était dans le cockpit du catamaran puis cachée sous une bâche. «Si Christian se sortait de son cancer, nous partions. La condition était que les filles soient indépendantes. S'il disait: "on le fait pas", j'étais ravie; s'il disait: "on le fait", j'étais ravie aussi. Je trouve vraiment dommage qu'on ne nous ait pas laissés aller au bout de nos rêves. Des risques, on en a pris, mais ça ne méritait pas un tel châtiment.»

Elle tremble dans son foulard rose, sanglote, se reprend pour raconter comment ce monde a volé en éclats. Le journal de bord où elle note «16 h 15: Christian décédé», le corps de Christian bloqué par une chaise sur le pont, la

boîte de thon qu'on lui donne à manger, le sommeil qui l'assomme, et puis l'alliance, la montre, les vêtements volés – «et le stylo Mont-Blanc!» ajoute le président. «C'est confus, je pense que j'ai perdu toute notion. J'avoue que j'ai p'têt eu peur. Je n'ai pas réalisé que j'allais partir avec eux. J'ai voulu aller vers le corps de Christian, mais ils m'en ont empêché. J'évitais de les regarder.»

Gérard Navarin, ancien président du yacht-club de Toulon et vieil ami de Christian, raconte un monde de voyages et de missions humanitaires, de compétitions de voile. «On ne voit pas bien pourquoi attaquer des gens qui partent découvrir le monde. En homme libre, on peut faire des navigations partout, sans se

«Cette vie était plus dure que celle que j'ai maintenant, même en prison.»

FARHAN l'un des accusés somaliens

préoccuper de savoir s'il y aura des pirates. Je regrette que la mer ne soit plus libre et que des pirates puissent empêcher les rêves.»

«Nous nous sommes rencontrés fin 2009. Christian était attiré par la Malaisie, moi c'était plus Madagascar», poursuit Frédéric Marty, une barbichette, le teint hâlé, une veste jaune et un brin de culpabilité dans la voix. Ils traversent ensemble la mer Rouge «type vacances», passent les soirées l'un chez

l'autre. «La descente du golfe d'Aden devenait faisable»: les sites internet visités recensaient peu d'attaques en 2011. Pour défendre leurs rêves, les deux copains cherchent à se fournir en armes auprès du trouble milieu qui navigue dans le port d'Aden à l'été 2011, en pleine révolution yéménite. «Pour faire les courses en ville, on prenait un guide. Puis on s'est demandé si c'était judicieux d'avoir une kalach.» A bord du Tribal Kat, il y aura finalement un

pistolet de secours – «un gadget acheté il y a vingt ans», précise Evelynne Colombo. «C'est un dernier huis-clos entre vous, remarque son avocat, M^e Lionel Moroni.

— Leur nom, je les sais pas, je peux dire les numéros, répond-elle. L'un d'entre eux cherche mon regard depuis le début du procès, mais je l'évite.

— Qu'attendez-vous de ce procès?

— Je n'ai pas réfléchi à la question. J'aimerais peut-être me sentir victime, parce que dans ma tête, c'est lui [Christian, ndlr] la victime, depuis quatre ans, parce qu'il n'est pas là.»

Lors de son deuxième passage à la barre, elle ne regardera toujours pas ceux qu'elle nomme les «assassins» et

dont elle refuse les excuses. Depuis 2011, les actes de piraterie dans le golfe d'Aden ont diminué. Brug, les deux Farhan, les deux Mohammed, Ahmed et Saïd ont appris un peu de français en prison. Ni le corps de Christian Colombo ni ceux de Shine et d'Abdulaye, tués dans l'assaut, n'ont été retrouvés. Frédéric Marty vit désormais à Madagascar, Evelynne Colombo porte à nouveau son alliance. Mis en vente, le Tribal Kat rouille dans la rade de Toulon. La sécheresse et la guerre, elles, continuent de s'abattre sur la Somalie. L'avocate générale a requis à l'encontre des Somaliens des peines de seize à vingt-deux ans de prison, ainsi qu'une interdiction définitive du territoire. ◆

rien. On marchait de grandes distances pour trouver de l'eau. Parfois on en trouvait, parfois pas.»

C'est au tour de Saïd. «J'ai beaucoup souffert et je ne suis pas responsable de cette souffrance. J'ai été victime, moi aussi.» Evelynne Colombo tique. «J'ai traversé la mer pour gagner de l'argent, j'étais toujours endetté. Je ne me reposais jamais. Il fallait marcher quatre jours pour toucher l'aide humanitaire et quand je suis arrivé, il n'y avait plus rien. J'aimerais apprendre un métier en France car c'est un pays qui existe.

— Pensez-vous que votre fiancée vous attend? demande son avocat, M^e Julia Katlama.

— Je ne pense pas. Elle va refaire sa vie. Cette affaire, c'est une honte.»

Mohammed M.-F. veut dire «la vérité»: deux hommes nommés Shine et Abdulaye les ont recrutés sur une barque comptant six kalachnikovs et un lance-roquettes. Parfois en leur précisant l'objectif réel de la mission, parfois en prétextant un transport de passagers clandestins. «Je voudrais évoquer ce que vit la victime. Je lui de-

RÉCIT

Credito Cooperativo - Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable - RCS Nanterre 348 934 931 0113 - APE 6412 - N° DAVS 07 005 483 - 12, boulevard Péro - CS 10002 - 92024 Nanterre cedex - Illustration: Arzu - LA SUITE > 16



**CREDIT
COOPERATIF**

UNE AUTRE BANQUE EST POSSIBLE



**INVESTIR
DANS
LA BIENVEILLANCE,
LA COOPÉRATION
ET L'ENGAGEMENT**

**AVEC
VOUS,
NOUS POUVONS**

Hayange
et ses hauts
fourneaux
à l'arrêt,
le 31 mars.



Par
**DOMINIQUE
ALBERTINI**
Envoyé spécial
à Hayange

Photos
**STÉPHANE
REMAEL**

Un temps, ses opposants ont voulu y croire : Fabien Engelmann ne durerait pas. Empêtré dans une série d'affaires, lâché par plusieurs des siens, le maire FN de Hayange, en Moselle, perdrait son poste avant l'heure. Se fermerait alors la parenthèse ouverte par l'élection municipale de 2014, dans cette commune populaire que dominent un long viaduc et des hauts fourneaux à l'arrêt. Espoir déçu : ce jeudi soir, à l'heure du conseil municipal, Engelmann est bien calé dans son fauteuil de maire. Maître chez lui, l'ancien cégétiste préside un lézifiant débat d'orientation budgétaire, soutenu par un public complaisant qui glousse à ses bons mots.

Quant aux éventuels opposants, ce soir-là absents ou discrets, ils sont tenus à l'œil par deux policiers municipaux désormais harnachés de caméras GoPro. Si Hénin-Beaumont fait figure de vitrine pour le frontisme municipal, Hayange en est l'enfant inattendu et un peu honteux. Rempartée en quadrangulaire avec 34,7% des voix, la seule mairie FN de l'Est a failli ne pas l'être longtemps : en décembre 2014, Fabien Engelmann a été condamné à la démission et à un an d'inéligibilité en raison de dépenses de campagne irrégulières. Une sanction finalement levée par le Conseil d'Etat, qui a tout de même confirmé les man-

quements. En parallèle, quatre élus Bleu Marine sont passés dans l'opposition, dénonçant les turpitudes de leur ancien champion, comme *Libération* l'avait raconté. Une série de polémiques a complété le tableau, comme cette «fête du cochon» aux accents identitaires, devenue un point de rendez-vous pour l'extrême droite radicale. Pas de quoi perturber le jeune maire, qui traite par le mépris ses «médiocres» détracteurs. L'essentiel est d'avoir tenu. Et de tenir encore, pour les quatre ans à venir.

Le dernier accroc en date n'a pourtant pas trois semaines. Au diapason de son parti, Engelmann a refusé de célébrer la cérémonie officielle du 19 mars, commémorant le cessez-le-feu algérien de 1962, au prétexte que des violences antieuropéennes se sont produites après cette date. Ce jour-là, ce n'est pas le maire mais son rugueux adjoint aux travaux, Francis Langlois, qui se présente devant les spectateurs et les anciens combattants. L'homme qualifie la cérémonie de «mascarade» et poursuit son discours, imperturbable, alors que résonne la sonnerie aux morts. Pris à partie par l'assistance, et notamment par les vétérans, il décoche un violent raffut à la jeune femme qui tente d'interrompre sa péroraison.

«De vraies manières de brute», déplore Jean Paolini, président local de la Fédération nationale des anciens combattants du Maghreb (Fnaca). *Il nous a même dit : "L'Algérie, vous l'avez perdue par votre travail." On a été voir Engelmann, qui nous a simplement assuré que*

l'année prochaine, il enverrait une dame.» Paolini a porté plainte pour injures et diffamation ; de son côté, le maire soutient son adjoint, accusant ses adversaires d'avoir «voulu [lui] arracher honteusement son discours». Quant à Francis Langlois, on le retrouve dans son siège d'élus au conseil municipal. A un opposant qui déplore l'absence de projets de la nouvelle équipe, il rétorque : «En 2017, on va mettre de vraies gens au pouvoir et ça ira mieux.»

LOCAL PRESQUE VIDE

Ces éclats contrastent avec une gestion des plus prudentes – une «politique du vide», dénoncent carrément les opposants. Après deux ans de mandat, la principale mesure revendiquée par Engelmann est une «baisse symbolique de 2% de la taxe d'habitation».

REPORTAGE

Une sobriété que ne devrait pas démentir le prochain budget, concentré sur la réfection de la voirie, de trottoirs et de certaines places de la ville. «C'est vrai que nous avons très peu investi depuis le début, mais c'est pour mieux rebondir et se laisser une marge de manœuvre conséquente», assume le maire. Qui, à la différence d'autres édiles FN, a pourtant trouvé des finances relativement saines lors de son arrivée aux commandes. Promesse de campagne, la rénovation d'une grande salle de spectacle sera finalement soumise à référendum d'ici à la fin du mois, chacun anticipant un rejet de ce coûteux projet.

Plutôt que par de gros travaux, c'est à coup de petites attentions que Fabien Engelmann cultive son terrain. Embau-

ches et faveurs récompensent les fidèles du maire. Et alors que son parti reste peu populaire parmi les seniors, l'élus revendique un succès particulier auprès de cet électoral : «Je suis un enfant du pays, et je suis à leur écoute. On a fait beaucoup pour nos aînés depuis deux ans.» A l'arrêt de bus de l'église, en plein centre-ville, trois grands-mères confirment : «Il vient à toutes les réunions. Et il est tellement humain ! L'ancien ne lui arrivait pas à la cheville.» Une nouveauté plaît particulièrement : la navette municipale, un fourgon reconverti en minibus et bardé de publicité, réservé aux plus de 60 ans : «Vous téléphonez, vous dites l'heure, ils viennent vous chercher et vous ramènent avec vos courses, gratuitement.»

Moins courtoises, les jeunes auront tout de même leur local, doté d'un «animateur spécialisé». «Parce qu'on préfère les voir encadrés là que dans les cages d'escalier», explique le maire, qui reconnaît avoir «serré la vis» sur ce point. Les jeunes ne votent guère ; les seniors, oui. Une explication parmi d'autres à l'audience de Fabien Engelmann, restée remarquablement stable au fil des scrutins malgré les polémiques. Elu avec 2300 voix en 2014 (sur 12000 inscrits), il en a recueilli 2299 sur la commune lors des départementales d'avril 2015. Et aux régionales de décembre, 2390 bulletins se sont portés sur la liste FN de Florian Philippot, où figurait un Engelmann désormais conseiller régional.

A Hayange, l'opposition au Front national affiche différents visages. L'un est celui de l'ancien maire PS, Philippe Da-



A Hayange, gestion prudente et «manières de brute»



En haut : le maire FN, Fabien Engelmann, a été élu lors d'une quadrangulaire il y a deux ans.



En bas : Des policiers, une caméra GoPro sur le torse, enregistrent, le 31 mars, la séance du conseil municipal.

Front national Après deux années agitées à la tête de la petite ville de Moselle, Fabien Engelmann reste apprécié des électeurs âgés et garde l'opposition sous surveillance.

vid, aux manettes pendant dix-sept ans et désormais simple élu municipal. L'homme reçoit dans la nouvelle permanence du PS. Ce local presque vide symbolise la nouvelle donne municipale : autrefois, les réunions du parti se tenaient tout simplement à la mairie. «Ma dernière année de mandat a été très compliquée», raconte Philippe David. *J'en ai pris plein la figure et je ne voulais pas me présenter. Sauf que personne d'autre ne voulait. Et on nous a fait de sales coups : l'hôtel central rempli de demandeurs d'asile, sans qu'on nous demande notre avis... Quand vous êtes maire, les gens n'osent rien vous dire. Dans votre dos, ils parlent.* Deux ans plus tard, Philippe David n'attend plus que le moment de se retirer définitivement. Mais cherche encore un successeur.

PSEUDONYMES

La «résistance» au FN prend aussi la forme «citoyenne» d'une association : Hayange plus belle ma ville. Proche du

Front de gauche, celle-ci édite un petit bulletin, organise le week-end des rencontres thématiques et prône un front uni anti-FN pour les prochaines municipales. «La force d'Engelmann, c'est que les petites gens le considèrent comme l'un des leurs», juge Marc Olénine, l'un des responsables de l'association, qui tracte ce soir-là devant l'hôtel de ville. A travers lui, ils prennent un peu leur revanche. D'ailleurs, les affaires autour de lui n'ont fait que radicaliser cet électorat. Elles ont aussi durci l'antagonisme entre le maire et ses opposants.

Autre responsable de l'association, Gilles Wobedo est provisoirement interdit de conseil municipal après de vifs échanges en séance suivi d'une expulsion manu militari en septembre. Il sera aussi bientôt jugé pour avoir, sur la page Facebook de l'association, qualifié Engelmann de «petit dictateur». C'est Rachel Garrido, avocate de Jean-Luc Mélenchon et porte-parole du Parti de gauche, qui assurera sa défense : de quoi

renforcer l'écho et la dimension politique de l'affaire. Ce soir-là, sur le bulletin que les militants tendent aux passants, Engelmann se voit qualifier d'«incompétent et autoritaire».

C'est non loin de là, dans un kebab du centre-ville, que l'on retrouve Stéphane Casagrande. Cet ancien sidérurgiste mène de front son nouveau métier d'ambulancier et une opposition solitaire au Front national : sur Facebook, il anime depuis avril 2015 une page anti-Engelmann au ton direct et parfois virulent. Une vocation qui lui a vite valu insultes et menaces de mort, le plus souvent de la part de comptes sous pseudonymes affichant leur soutien au maire. «Il était question de me "faire saigner", de me faire "payer jusqu'à mon dernier souffle", raconte-t-il, captures d'écran à l'appui. Je ne pouvais plus aller sur Hayange sans être harangué dans la rue. Fin juillet, la rumeur a été lancée que j'étais pédophile, que je me touchais en filmant des enfants depuis mon balcon.» Casagrande a déposé un total de cinq plaintes contre X et a dû déménager dans une ville voisine, d'où il poursuit ses activités en ligne. Quant aux pages à l'origine de son harcèlement, plusieurs ont disparu depuis les plaintes de leur cible.

Selon les opposants à Fabien Engelmann, de telles méthodes sont employées par l'entourage du maire pour surveiller et intimider ses détracteurs. Des accusations que l'intéressé traite par le mépris : «Les journalistes donnent de l'importance à des péripéties. Ces gens sont des médiocres que je laisse entre eux, ils ne connaissent que la calom-

nie et la diffamation. Moi, ce que je leur propose, c'est de monter une liste et de se présenter aux municipales. On fera les comptes à la fin.» Dans quatre ans, une éternité. ◀



MARDI POLITIQUE

Michel
SAPIN

Ministre des Finances

En direct à **18h10** sur **RFI - Paris 89FM**
et en vidéo sur rfi.fr, france24.com
et liberation.fr

Sursauts d'histoire aux frontières grecques

Par **MARIA MALAGARDIS**
Envoyée spéciale à Athènes et Chios

Chaque samedi, Giannis Trapezanidis passe la frontière qui sépare la Grèce de la république de Macédoine pour aller faire ses courses à Guevgueliya, étrange cité frontalière alignant ses supermarchés disjoints le long d'avenues désertes. La ville est silencieuse, comme abandonnée. Surtout depuis que la route des Balkans s'est fermée et que les migrants n'y ont plus accès. Les violents incidents qui se sont déroulés dimanche côté grec, à proximité du camp d'Idomeni, sont venus rappeler que la libre circulation entre les deux pays est désormais strictement limitée.

A bord de son 4x4, Giannis l'agriculteur grec passe toujours sans problème, avec une simple carte d'identité. Mais aucun des 11000 migrants coincés depuis février à Idomeni n'y est autorisé. C'est cette impasse qui a fait basculer la situation dimanche. Tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes : pendant plusieurs heures, la zone frontalière a pris des allures de champ de bataille, faisant plus de 260 blessés, dont une trentaine d'enfants. Une dizaine d'hommes, qui avaient réussi à s'introduire côté macédonien, ont été refoulés en Grèce, après avoir été sévèrement battus par la police macédonienne. «Des violences qui auront forcément un impact psychologique sur ces migrants désemparés, souvent issus de pays en guerre», rappelle Apostolos Veizis, de Médecins sans frontières en Grèce, qui constate que «depuis dimanche, l'Union européenne n'a pas condamné ces violences policières». Le responsable de MSF s'inquiète des tensions à venir, alors que

Balkans La crise des migrants réveille les vieux contentieux territoriaux entre Athènes et ses voisins, au premier rang Skopje et Ankara.

les migrants «ont de plus en plus conscience de se trouver dans un environnement hostile, sans plus d'espoir. Et pourraient se laisser convaincre par les sollicitations des passeurs clandestins, qui vont prospérer dans cette région déstabilisée.» Car, comme une malédiction supplémentaire, les deux zones de tensions où se cristallise la crise des migrants en Grèce sont des régions frontalières fragiles et conflictuelles, qui voient soudain rejaillir un passé encore à vif.

REPORTAGE

LA MACÉDOINE CELLE DONT ON NE DOIT PAS PRONONCER LE NOM

Pour preuve, la polémique qui a émergé lundi dans les médias grecs, au lendemain des affrontements : la police macédonienne a-t-elle franchi la frontière avec la Grèce en pourchassant les migrants qui tentaient de passer en force ? Immédiatement, Skopje comme Athènes ont nié en chœur toute action unilatérale de la police macédonienne en territoire grec. Dans l'immédiat, personne n'a intérêt à un incident diplomatique qui viendrait s'ajouter à

une crise migratoire explosive, avec 52000 personnes qui se retrouvent soudain enfermées en Grèce. Mais, lundi, le Premier ministre Aléxis Tsipras a accusé la Macédoine d'avoir repoussé de manière «honteuse» les migrants, Skopje reprochant à son tour la passivité de la police grecque. L'arrivée de tous ces réfugiés, notamment par la frontière nord, réveille d'autres fantômes, d'autres migrations forcées qu'avaient déjà ignoré «les peuples d'Occident égoïstes», comme le critiquait le journaliste Albert Londres en évoquant le partage de la Macédoine en 1912 et les immenses échanges de populations qui furent l'une des conséquences, dix ans plus tard, de la fin des guerres balkaniques. L'histoire est encore récente. Giannis Trapezanidis en sait quelque chose : ce sexagénaire aux yeux bleus a été bercé par les récits de son père qui, enfant, a dû quitter la région du Pont-Euxin pour s'installer au nord de Thessalonique. C'est en arrivant en Grèce que son grand-père a hellénisé le nom de la famille, de Trapezanoff à Trapezanidis. Mais jusque dans les années 50, les villages du coin ont

vécu dans la peur de multiples exactions. En mars, Giannis énumérait : «Seconde Guerre mondiale, puis guerre civile grecque, puis la guerre froide avec le voisinage des pays communistes.» A chaque étape, il y a eu des assassinats, des règlements de comptes. Mais aussi des mouvements irrédentistes et des contestations de frontières. Aujourd'hui, quand il se rend de l'autre côté de la frontière, Giannis se sent «à l'aise». «Mais nous n'avons quasiment aucun contact avec les locaux», constate-t-il. Et pour cause, depuis l'indépendance de l'ex-République yougoslave de Macédoine fondée par Tito, les relations sont crispées entre les deux pays. Athènes refuse à son voisin le nom de «Macédoine» et le soupçonne d'entretenir des visées expansionnistes en multipliant les références à Alexandre le Grand : c'est effectivement le nom de l'aéroport de Skopje et de plusieurs axes routiers et monuments de l'autre côté de la frontière. Aux yeux d'Athènes, une usurpation du patrimoine culturel et historique grec.

Depuis 1995, des négociations ont été amorcées entre les deux pays pour résoudre cette querelle cristallisée sur le nom d'un pays que tous les Grecs sans exception désignent par l'acronyme «Fyrom» en anglais, («Arym» en français) signifiant «ancienne république yougoslave de Macédoine». Et c'est aussi sous ce nom codé que le pays voisin de la Grèce a été admis officiellement à l'ONU en 1992, alors qu'Athènes bloque toujours son adhésion à l'UE et à l'Otan tant que les négociations n'ont pas abouti. L'imbroglio actuel ne fait qu'envenimer la situation. Le Premier ministre macédonien a suscité un certain émoi en Grèce en suggérant, en février, que la fermeture des frontières de son pays pour

bloquer les migrants devrait «faciliter l'adhésion de la Macédoine à l'Otan». Sans tenir compte de l'avis de la Grèce ? En réalité, beaucoup de Grecs concèdent à demi-mot que «la bataille du nom est déjà perdue». Mais ils ont durement ressenti l'arrivée de policiers européens pour aider la police macédonienne à contenir les migrants – «comme si c'est nous qui étions en dehors de l'Europe», constate Giannis.

LA TURQUIE ENNEMI HÉRÉDITAIRE AVEC LEQUEL IL FAUT S'ENTENDRE

Une inquiétude également palpable sur l'autre front de la crise : les îles grecques face à la Turquie, l'ennemi héréditaire qui a occupé la Grèce pendant quatre siècles. En février, l'Otan envoie plusieurs navires patrouiller dans la mer Égée, à la frontière entre les deux pays. Une annonce accueillie avec méfiance en





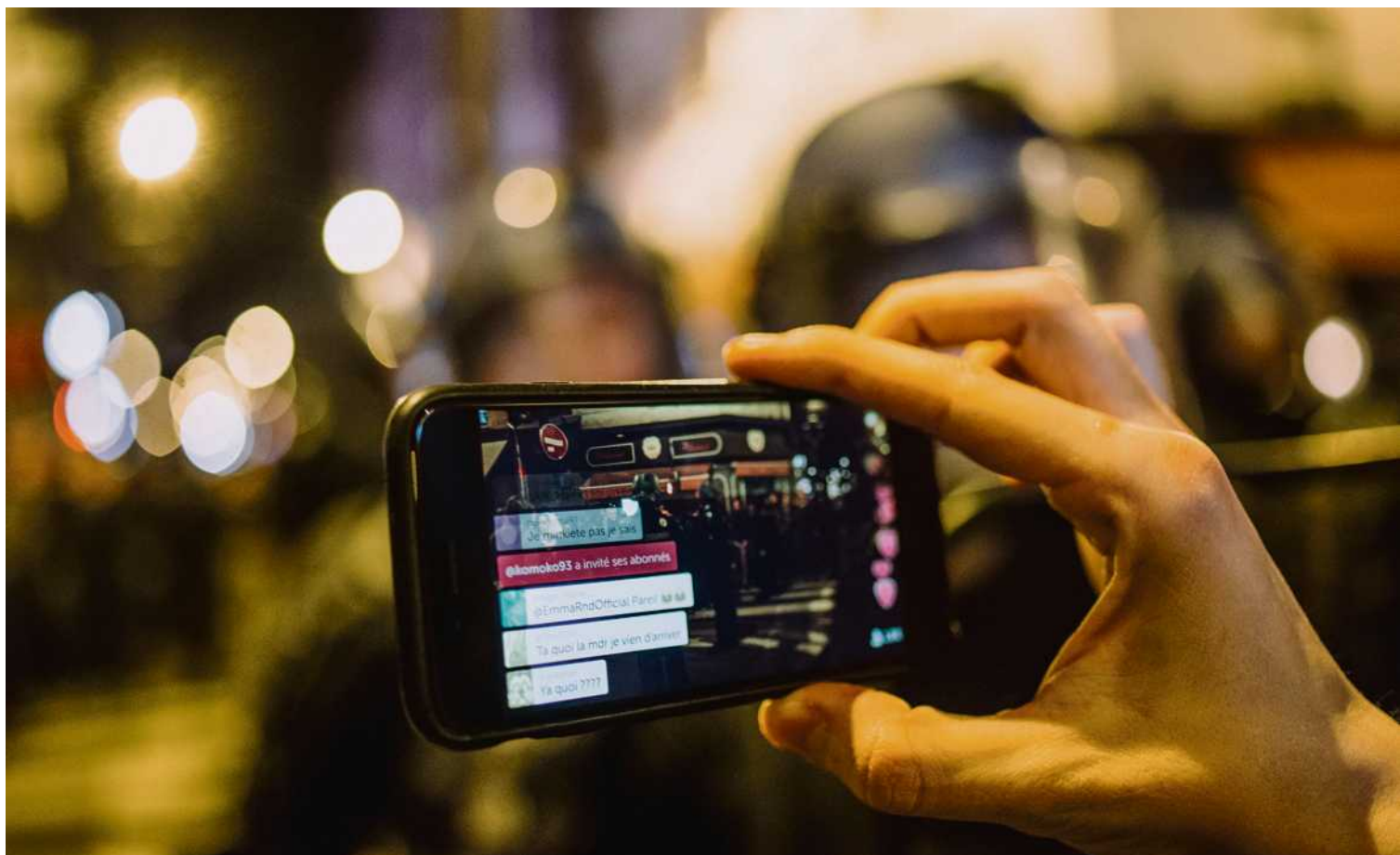
Un réfugié lors des affrontements de dimanche avec les forces de l'ordre macédoniennes, près du camp d'Idomeni en Grèce. PHOTO BULENT KILIC. AFP

Grèce. «Que vient faire l'Otan ici ? C'est bien la première fois que cette organisation militaire s'implique dans une crise migratoire», s'interroge ainsi Natacha Strachini, une avocate de l'île de Chios, située tout près des côtes turques. Chios appartenait à l'Empire ottoman jusqu'en 1912. Les grands-parents des 50 000 habitants actuels de l'île étaient donc des citoyens ottomans dans un pays occupé. Aujourd'hui encore, le minaret de l'ancienne mosquée, reconvertie en musée byzantin, domine le port d'où l'on peut apercevoir, par temps clair, les lumières de Cezme, la plus grande station balnéaire turque. Depuis longtemps, le partage des eaux territoriales fait l'objet de controverses. Les violations de l'espace aérien sont quasi quotidiennes, et toujours à l'initiative d'Ankara. L'accord du 18 mars entre l'UE et la Turquie oblige pourtant



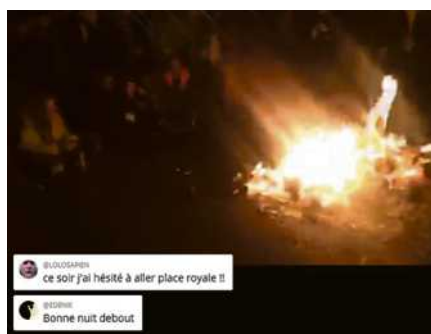
les deux voisins à s'entendre. Sans illusions. «L'accord ne fonctionnera pas, l'Europe cajole les Turcs sans prendre en compte les réalités de cette région», soupire Nikos Katsarakis, un journaliste installé à Chios qui se défend de tout sentiment antitürk. «Nous avons de très bonnes relations avec les gens de la côte. Mais il y a deux Turquie, celle occidentalisee, du rivage, et celle orientale, de l'intérieur. Entre Cezme et Chios, nous sommes pareils, ajoute le journaliste. Là-bas, on parle facilement le grec, d'autant qu'en 1922 c'est là qu'ont été réinstallés les Turcs hellénisés venus de Crète lors de l'échange des populations. A Chios, de la même façon, toutes les tavernes affichent leurs menus en turc. Et jamais le vaporetto qui va de Chios à Cezme n'a cessé ses liaisons quotidiennes, même dans les périodes tendues entre nos deux pays.»

Au musée byzantin dans l'ancienne mosquée de Chios, une reproduction d'un tableau de Delacroix accueille les visiteurs : Scène des massacres de Chios rappelle qu'au début de la guerre d'indépendance grecque en 1822, un tiers des habitants de l'île furent massacrés par les forces turques. Victor Hugo consacra un poème, *l'Enfant*, à cette tragédie qui aura un immense retentissement en Europe. «Mais c'est le tableau de Delacroix qui a vraiment réveillé les consciences européennes et suscité un formidable élan de solidarité avec la Grèce», précise la guide du musée en évoquant ces pages d'histoire oubliées. En 2016, alors que la guerre et les migrations sont venues s'échouer sur les mêmes rivages, «l'élan de solidarité» n'a pas eu lieu. «Et cette fois-ci, constate Nikos Katsarakis, nous sommes seuls aux avant-postes d'une Europe à laquelle plus personne ici ne croit.»



Ci-dessus : Dans la nuit de samedi à dimanche, près du domicile de Manuel Valls.
PHOTO BORIS ALLIN. HANS LUCAS

Ci-contre : Des captures d'écran de la vidéo de Rémy Buisine diffusée sur Periscope.



PERISCOPE torpilleur de téléés

Techno
Notamment utilisées par Nuit debout, les applis de vidéos en direct rentrent en concurrence avec les chaînes d'info en continu.

Par
CHRISTOPHE ALIX

Is filmant en continu ou par petites séquences, immergés au cœur de la Nuit debout. Chacun a son style et son angle de vue mais tous gardent un œil sur les questions et commentaires des internautes qui les interpellent en direct sur leur smartphone, dans un mélange d'images, de mots et de petits cœurs qui remontent telles des bulles à l'écran. Du direct brut de décoffrage et furieusement interactif, loin des codes standardisés des duplex des chaînes d'info en continu.

C'est la dernière tendance en vogue sur les réseaux sociaux. Popularisée par l'application Periscope, la vidéo en direct est en pleine effervescence et aiguise les appétits des géants du Web qui s'attaquent désormais au cœur du réacteur télévisuel : la retransmission en direct des séquences les plus anodines et intimes aux événements les plus fédérateurs. Le service Facebook Live en a apporté une nouvelle preuve vendredi en diffusant en direct la « performance » de deux employés de BuzzFeed en plein quart d'heure de célébrité warholienne : pendant quarante-cinq minutes, ils ont enroulé 690 élastiques autour d'une pastèque avant qu'elle ne finisse par exploser. 800 000 internautes ont assisté à ce sommet d'intelligence sociale. Il y a quelques semaines, c'est le footballeur du PSG Serge Aurier qui avait pu expérimenter à ses dépens toute la puissance virale de Periscope lorsqu'il avait traité de « flotte » son entraîneur, avant que François Hollande ne s'y brûle à son tour, copieusement chahuté pour ne pas dire plus sur le compte Periscope de l'Élysée alors qu'il dialoguait en direct avec les salariés de l'entreprise Showroomprive.com.

UNE NOUVELLE ET IMPÉRIEUSE PRIORITÉ

Avec Nuit debout, le direct live via mobile a trouvé un débouché moins potache, bête et méchant grâce à Rémy Buisine. Le jeune community manager (25 ans) s'est fait un nom en réunissant jusqu'à 80 000 personnes pour suivre en direct les débats nocturnes place de la République. Selon le site *le Petit Web*, qui rapporte les propos d'une cadre de Twitter, maison mère de l'application, ces rassemblements filmés par les internautes ont attiré sur Periscope deux fois plus de monde que sur BFMTV le 6 avril. Autant d'exemples qui démontrent que le partage de vidéo en direct – toujours disponible en différé –, dont se sont emparés particuliers, célébrités et médias, se banalise à toute vitesse et n'est plus très loin de rejoindre les photos et émoticônes au rayon des outils d'expression numérique. « Avec les progrès des smartphones et de la 4G, la vidéo en direct est en train de prendre le relais des selfies dans l'auto-mise en scène de nos vies », analyse Philippe Bailly, du cabinet NPA Conseil, qui analyse les mutations des médias à l'ère numérique. Et comme on croule de plus en plus sur les sollicitations permanentes de contenus, la tension du direct redonne du piment et de la rareté à l'événement, comme place de la République. » Il poursuit : « On est en train de vivre un moment d'ébullition sympathique avec un petit côté radio libre, à la différence majeure qu'on sait tout de son audience et de ses attentes en direct. Le potentiel est tel qu'on est loin d'avoir tiré la pelote de tous les usages que ce mode d'expression va générer. »

Avec ses 10 millions d'abonnés et 200 millions de vidéos diffusées, Periscope est en ce moment l'application la plus téléchargée en France et son créateur, Kayvon Beykpour, qui l'a revendu à Twitter quelques mois après sa création, affirme qu'elle permet à chacun de monter sa propre chaîne de télé. Dans son sillage, les géants de l'Internet ont fait de la vi-

déo en direct leur nouvelle et impérieuse priorité. Un contenu devenu stratégique pour les réseaux sociaux puisqu'il vise un public jeune très recherché par les annonceurs, avec à la clé des possibilités de monétisation multiples et variées. Selon les projections du cabinet américain eMarketer, la vidéo en ligne devrait générer plus de 13 milliards de dollars (11,4 milliards d'euros) de recettes publicitaires outre-Atlantique à l'horizon 2018 et la part du direct, encore balbutiante, est appelée à croître dans des proportions spectaculaires. Outre Google, qui travaille d'arrache-pied sur une nouvelle application de vidéo en direct baptisée YouTube Connect, Facebook, fort de ses 1,5 milliard d'utilisateurs, vient de procéder la semaine dernière à une très grosse mise à jour de son outil de vidéo en direct lancé en 2015. Arme de guerre anti-Periscope, le nouveau Facebook Live a mobilisé 150 ingénieurs (contre 10 au départ) et fourmille de fonctionnalités chipées à la concurrence : comme sur Periscope, elles permettent d'accéder en direct à une carte des flux vidéo en cours à travers le monde et, comme sur Snapchat, on peut y ajouter des filtres afin de personnaliser le mode de visionnage des vidéos.

Facebook Live est en cours de déploiement mondial sur iOS (Apple) et Android, mais déjà disponible sur la version pour ordinateur du réseau social dans plus de 60 pays. La fonctionnalité multiplie les possibilités pour ses usagers d'interagir avec les contenus diffusés en direct. En plus des commentaires et du traditionnel like, les nouveaux emojis lancés en 2015 s'afficheront en temps réel sur les vidéos. « L'interaction est cruciale pour le live, expliquait récemment au *Figaro* la Française Fidji Simo, en charge de la stratégie vidéo de Facebook. Lorsque l'on réalise une vidéo en direct, les commentaires font partie intégrante du contenu. » D'après ses calculs, les utilisateurs en écrivent dix fois plus sur un live que sur une vidéo traditionnelle. De quoi les inciter à devenir plus que simples spectateurs et à s'emparer de ce nouveau mode de communication. L'objectif est de les rendre toujours plus captifs et actifs, de manière à faire repartir à la hausse les partages de contenus personnels, graal de cette nouvelle économie de l'attention. Selon le site *The Information*, ils auraient chuté de 21% en un an sur Facebook.

Plus immersives et interactives, les retransmissions en direct doivent aussi permettre de renforcer le poids de Facebook, devenu incontournable dans l'information et les stratégies d'audience des grands médias. Au risque, pour les chaînes de télévision, de se faire un jour marginaliser par un concurrent devenu « média total », bien plus puissant qu'eux et qui ne cesserait d'étoffer son offre de contenus éditoriaux. Déjà entamée avec son service « instant articles » pour la presse écrite, la « coopération » (mélange de coopération et de compétition) avec les médias va s'accélérer, notamment par des partenariats signés par Facebook avec le *New York Times*, *BuzzFeed*, le *Huffington Post* et *Vox Media* afin de diffuser leurs contenus vidéo en direct. Thomson Reuters, maison mère de la première agence de presse mondiale, et le groupe de presse Condé Nast Entertainment vont également rallier Facebook Live, mis à disposition des célébrités pour échanger avec leurs fans. Le réseau social inaugure d'ailleurs ce mardi soir un « RFM Facebook Live » avec un concert.

Une manière de couper l'herbe sous le pied à Google et Twitter, dont le nombre d'abonnés stagne à 320 millions d'utilisateurs et qui diffuse dans les tweets les directs de Periscope. Afin de convaincre ses partenaires pour lesquels ces accords sont une arme à double tranchant (ils dopent leur audience mais per-

dent le lien direct avec leur public), Facebook leur offre un « encouragement financier ». Une première étape selon le réseau social qui parie, lorsque le modèle sera mûr, sur de nouvelles sources de revenus pour les éditeurs de contenus, via la publicité et d'autres services encore à inventer. Comme sur YouTube, des spots de publicité pourraient être lancés au début des retransmissions, voire en cours de diffusion, et une partie des recettes reversée aux créateurs de contenus.

ANALYSE

Le réseau social a un argument de poids : les vidéos des grands médias sont bien plus consultées sur sa plateforme que sur leurs propres sites avec un demi-milliard d'utilisateurs visionnant quotidiennement des vidéos sur Facebook. Et l'écart ne fait que s'accroître.

LA FUTURE BATAILLE POUR LES DROITS SPORTIFS

S'il a également lancé en début d'année un espace afin de suivre et commenter en direct les rencontres sportives, Facebook a en revan-

che jeté l'éponge dans la nouvelle bataille pour l'achat de droits Internet de retransmissions sportives qui vient de s'ouvrir outre-Atlantique. C'est son concurrent Twitter qui a remporté le lot récemment mis en vente sur les droits Internet de dix matchs de NFL (la ligue de football américain), première audience sportive du pays. Parmi les autres candidats, se trouvaient des chaînes de télévision intéressées pour les diffuser sur leurs propres sites, mais également Yahoo, AOL, Amazon et Facebook, qui s'est finalement retiré. Un test pour la NFL dans la perspective de son prochain gros appel d'offres, en 2021, qui pourrait cette fois changer la donne. Avec l'audience aujourd'hui atteinte par ces nouveaux monstres de la distribution de contenus que sont devenus Facebook, YouTube et Twitter, il devient imaginable qu'ils puissent un jour rafler aux chaînes les droits exclusifs pour la retransmission de grands événements sportifs. Les *networks*, comme on appelait les grands réseaux télévisés américains, ce sont maintenant eux. ♦



france
Histoires interdites

fabrice drouelle
affaires sensibles
15:00-16:00

L'affaire du jour:
Dans les bas-fonds de la République,
l'Affaire Markovic
invité : Laurent Joffrin

Libération
france
intervenez
franceinter.fr

IDÉES/

La lutte contre le racisme menacée par les replis identitaires ?



Un universalisme en acte

Si chacun semble s'occuper de sa cause, force est de reconnaître la part d'universel que portent les nouveaux mouvements sociaux. Alors que les combats des Noirs et des musulmans français parlent de fraternité, les migrants prônent la liberté de circuler.

Libération a consacré, dans son édition du 4 avril, un dossier important aux « Visages contestés de l'antiracisme ». Dans son éditorial, Laurent Joffrin pointe un mouvement « délibérément communautaire » qui dénonce « l'impensé colonial » de la société française, qui ne défendrait que ses intérêts propres et rejetterait « l'universalisme abstrait », pour finalement affirmer : « Si l'identité devient l'ultima ratio, l'intolérance communautaire n'est pas loin. » Or, au cœur de ces mises en garde et de ces rappels solennels

aux « valeurs communes », se trouve le piège identitaire que Laurent Joffrin voudrait voir et dénoncer dans ces mouvements. Je ne me place pas en défenseur de tel ou tel mouvement, mais proposerai quelques commentaires sur le commentaire de l'éditorialiste. On parle de « communautarisme ». Mais le terme « communauté » est tellement galvaudé qu'il suffit qu'une militante dise, dans le même dossier, « oh oui ! on est bien entre nous » pour que le journal évoque une revendication communautariste ! Tous

les milieux sociaux, qu'ils soient liés au travail, aux études, à la politique, à la religion, à la résidence, qui partagent un quotidien ou une cause et se sentent bien dans ce partage, seraient-ils donc « communautaristes » et intolérants à l'égard des autres ? Voilà un préjugé dangereux, source de nombreux malentendus. Quant à « l'impensé colonial », tenu pour une « théorie perverse », l'affirmation est étonnante. Il est bien peu d'historiens ou de chercheurs en sciences sociales à ne pas avoir déjà attesté qu'une des dimensions du

La semaine dernière, *Libération* a consacré un dossier aux «Visages contestés de l'antiracisme». Depuis une dizaine d'années, une nouvelle génération de militants, souvent issus de la deuxième génération d'immigrés, a émergé. Leur point commun ? Ne plus croire aux promesses de l'antiracisme traditionnel, «universaliste» – et plutôt blanc. Car l'antiracisme de papa – du

«Touche pas à mon pote» des années 80 à la Ligue des droits de l'homme – n'a pas endigué la haine. L'année dernière encore, les actes et menaces racistes ont augmenté de 22% par rapport à 2014, selon le ministère de l'Intérieur. Pour certains, il s'agit de concentrer leur lutte contre les discriminations visant tel ou tel groupe de la population – c'est le cas de la Brigade

antinégrophobie ou du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Une dangereuse dérive «communautariste» pour leurs détracteurs. «Si les juifs défendent les juifs, les Noirs les Noirs, les musulmans les musulmans, qui défendra les principes communs ?» se demandait Laurent Joffrin dans son édit. Le dossier a fait débat, que nous prolongeons dans nos pages.



Lors de la marche pour la dignité et contre le racisme, à Paris, le 31 octobre 2015. PHOTO MARIE ROUGE

racisme à la française et des inégalités sociales dans notre pays trouve sa source dans le contexte colonial. Qu'on étudie le lien de la France avec l'Algérie ou l'Afrique subsaharienne, dans ces pays mêmes ou ici, on ne peut que constater que le passé colonial n'est pas passé. Il continue à servir de langage de l'altérité dans la domination et le rejet, au-delà maintenant des descendants de la France coloniale – on le voit avec le traitement des migrants du Proche-Orient et d'Afrique de l'Est. Dans le cadre colonial déjà, «musulman» était le nom d'identité utilisé par l'administration pour traiter racialement les indigènes d'une partie de la colonie, comme ailleurs le mot «nègre». Dernier point, il est réducteur de confiner ces protestations dans l'antiracisme. Les militants n'ont de cesse de dire que «c'est politique». Et si ça l'était vraiment ? Il convient de s'interroger sur le «piège grossier» que Laurent Joffrin voit chez les autres et qu'on peut, en retour, lui attribuer. J'ai, pour ma part, considéré que le piège identitaire est l'expression de trois erreurs d'analyse étroitement imbriquées. La première consiste à croire que les identités des autres peuvent être figées une fois pour toutes et de forme absolue, hors du contexte de relations dans lequel elles sont dites à un moment donné. Ce déni d'actualité a pour effet de les «essentialiser» dans un langage racial («les Noirs»), ethnique («les Roms»), religieux («les musulmans»), voire urbain («les ghettos»). La deuxième erreur consiste à supposer la soumission passive des individus aux identités collectives créées par ces langages, alors qu'on reconnaît pour soi-même un perpétuel changement, une autonomie du sujet et la singularité d'une signature, qui disparaissent dans l'assignation identitaire collective de l'autre. La troisième erreur consiste à faire fi du contexte où tout cela se passe. Comme si une «vérité» identitaire première se cachait derrière tout peuple qui s'exprime. Celui-ci seul est notre contemporain et les langages qu'il utilise peuvent emprunter des mots et des symboles disponibles dans le langage des dominations sans être l'expression de «vérités» identitaires absolues, hors contexte. Quel est ce contexte ? D'abord, c'est la rage accumulée depuis des décennies de relégation dans les marges et les sphères les plus inhospitalières des villes, des classes sociales, de l'école. Ensuite, c'est la race, cette invention absurde qui vient depuis des siècles empoisonner l'existence quotidienne de tous les non-Blancs et qui s'impose encore en prétendant naturaliser la position sociale des exclus et subalternes. Enfin, c'est

l'usage pervers de l'universalisme, qui reste, en effet, abstrait tant qu'il n'est pas localisé, socialisé, pas mis en œuvre de manière universaliste, c'est-à-dire pour tous. C'est une République inégalitaire qui, au nom de l'universalisme, veut dicter aux protestataires le langage «correct» de la protestation. Avec pour effet le confinement des «subalternes» dans un langage moral, humanitaire ou sécuritaire, parce qu'ils seraient en dehors de la politique. Mais la rage est politique. Les blessures associées à tel ou tel nom d'identité ne viennent pas de nulle part, elles ont façonné des identités définies dans une relation, et non en elles-mêmes, dans l'absolu. Dans les stratégies des personnes qui refusent de tenir leur rôle assigné et, tout à la fois, utilisent et retournent contre les dominants les mots qui leur ont été imposés, il est plus intéressant de chercher le sujet politique qui se forme plutôt que d'appuyer sur la blessure pour le faire taire. Dans tous les mouvements sociaux, quels qu'ils soient, chacun s'occupe de sa cause, en effet, mais on peut aussi reconnaître la part d'universel que chacun porte. Les mouvements contre le projet de loi travail parlent de solidarité sociale. Les protestations des migrants de Calais ou de Lesbos parlent de liberté de circuler. Les luttes des Noirs et des musulmans français parlent de fraternité. N'y a-t-il pas là matière à enrichir un universalisme en acte ?

Dépasser le piège identitaire permettra de porter une attention aux raisons de toutes ces rages et aux revendications d'égalité politique et sociale qu'elles portent. Surtout, cela permettra de prendre en compte l'émergence de nouveaux langages de l'émancipation, c'est-à-dire de la politique, donc de la démocratie. Cela au moment où le dégoût à l'égard du monde politique (politicien) est tel qu'il est intéressant de se demander où sont les lieux de la politique, sans préjugés. ◆

Auteur de *La Condition cosmopolite, l'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire* (La Découverte, 2013) et codirecteur avec Rémy Bazenguissa Ganga de *L'Afrique des banlieues françaises* (éditions Paari, 2012).

Par
MICHEL AGIER



Anthropologue, directeur d'études à l'EHESS et à l'IRD.

Ensemble plutôt que concurrents

Tant que le débat opposera les partisans d'un universalisme «catho-laïque» aux «communautarismes», juif, chrétien, noir ou musulman, la France sera confrontée à la restriction de ses libertés.

La société française n'est pas désarmée face à la montée en visibilité du racisme et ses passages à l'acte : les provocations à la haine raciale, ethnique ou religieuse constituent des limites légales à la liberté d'expression garantie par la loi sur la presse de 1881. La loi Pleven de 1972, les lois dites mémorielles des années 1990-2000 ont encore accru le pouvoir de répression de ces actes et paroles antichrétiens. Certains ont pu considérer qu'elles constituaient des atteintes parfois disproportionnées à la liberté d'expression garantie par les traités internationaux que la France a ratifiés. Elles ont aussi été soupçonnées de révéler une politique différentielle de l'Etat à l'égard des victimes du racisme. La loi Gayssot, tout récemment constitutionnalisée, a été particulièrement critiquée pour son objet unique, la pénalisation du négationnisme au sujet de la Shoah, aux dépens d'autres génocides historiques, qu'ils soient arméniens ou rwandais. Les nouvelles associations de défense juives, noires ou musulmanes, se proclament toutes antiracistes. Elles ont cependant souvent réduit leur objet à la lutte contre une seule forme de racisme parmi d'autres. Pire, elles semblent au mieux devoir s'ignorer, quand elles ne se soupçonnent pas mutuellement de cautionner chacune de leur côté la haine de l'autre. Il ressort de cette absence de débat et de coopération comme une concurrence malfaisante, stérile et victimaire entre minorités menacées dans notre République. Cette situation de guerre idéologique n'est pourtant pas inédite en France. Au lendemain de l'affaire Dreyfus, on a vu, parallèlement au déchaînement d'un violent antisémitisme et d'un antiprottestantisme plus feutré mais tout aussi réel, la banalisation d'un discours antichréien très offensif. Anatole Leroy-Beaulieu, professeur à l'Ecole libre de sciences politiques, a dénoncé dans un essai publié en 1902 le succès grandissant de ces «doctrines de haine», ju-

gées structurellement identiques et socialement néfastes. En partageant le même type d'exploitation des bas instincts de la foule, en prêchant la division, elles mettaient selon lui gravement en danger la liberté d'expression dans une société pluraliste, et donc la démocratie républicaine elle-même. Autres temps, autres mœurs ? Certains stéréotypes racistes, qu'ils soient accolés aux juifs, aux musulmans ou autres, font appel, aujourd'hui comme hier, aux mêmes peurs et fantasmes, à la même technique bien connue de la désignation d'un bouc émissaire. Leur popularité renouvelée prouve aussi la difficulté récurrente de notre pays, unifié et centralisé depuis bien longtemps, à accepter l'expression d'un pluralisme dans l'espace public. Tant que le débat opposera de manière caricaturale les partisans d'un universalisme catho-laïque prônant l'uniformité culturelle aux «communautarismes», juif, chrétien, noir ou musulman, la France, menacée par l'intolérance, les rancœurs et les haines croisées, sera tentée par la demande d'encadrement de l'expression publique par l'Etat, et donc confrontée à la censure accrue de nos libertés. C'est pourquoi, au lieu d'une concurrence victimaire, il nous semble que les associations militantes antiracistes à l'œuvre dans notre société feraient mieux de partager leurs expériences et pratiques, ne serait-ce que dans un souci pragmatique d'efficacité. Certaines le font déjà, mais leurs actions restent insuffisamment relayées. Elles ont fait de la dénonciation, claire et sans ambiguïté, des préjugés et de la haine véhiculés dans leur propre communauté d'appartenance à l'encontre de l'autre leur exigence préalable. En cela, elles se révèlent antiracistes et socialement nécessaires. ◆

A lire : «Contre toutes les doctrines de haines, en finir avec la concurrence victimaire pour promouvoir un combat commun contre l'intolérance et pour la liberté» sur Assr.revues.org

Par
VALENTINE ZUBER



Historienne à l'Ecole pratique des hautes études-PSL Research University Paris.

IDÉES/

Lutte contre le racisme et les replis identitaires

Communautariste toi-même!

On déplore une supposée «dépolitisation des banlieues». Drôle de procédé que de chercher à faire taire des acteurs qui mènent un combat politique.

Des Noirs qui se mobilisent pour les droits des Noirs, des musulmans qui s'organisent pour ceux des musulmans... la République est en danger! Le communautarisme est en marche. Quoi? Les premiers concernés s'engagent pour faire valoir leurs droits! Où va-t-on? Des femmes féministes (certaines défendaient même la non-mixité de leurs organisations dans les années 70): communautarisme! Martin Luther King? Communautariste! Mais non, pas du tout, on n'a rien compris, là n'est pas le problème. Qui tient à la segmentation des luttes antiracistes, le fait de

créer des organisations spécifiques pour chacune des causes. Ces contempteurs devraient donc saluer la Marche de la dignité, organisée en octobre 2015, qui les rassemblait toutes! Ils devraient aussi soutenir le collectif Stop le contrôle au faciès, qui en rassemble un certain nombre. Faut-il en outre rappeler que les mouvements qualifiés de «communautaires» sont eux-mêmes très divers en interne: contre l'islamophobie, on peut trouver des personnes de toutes origines, principalement musulmanes, certes. Personne n'interdit en outre à des Blancs d'y prendre part. Ils ne doivent simplement pas prendre toute la place. Mais peut-être le problème est-il là. Ces mouvements sont nourris de réflexions historiques et politiques, ils ont vu les impasses et les trahisons de l'antiracisme soi-disant universaliste, ils ont appris qu'en dehors de la France, aux Etats-Unis par exemple, des mouvements antiracistes avaient aussi vu se reproduire des rapports de domination.

Les minorités s'y retrouvaient de nouveau dans l'ombre, à l'instar des femmes, derrière les hommes dans certains mouvements féministes, ou des femmes noires derrière les femmes blanches, ce qui donna naissance au Black Feminism. Oui, les formes de domination sont plurielles, intersectionnelles, entre classe, race et genre. Elles requièrent donc des luttes spécifiques et leur convergence. Ces collectifs se mobilisent pour une valeur universaliste: l'égalité! Face au déni des discriminations systémiques qui structurent la société française, ces militants réclament l'égalité pour tous, ce qui suppose d'abord de reconnaître et dénoncer le racisme dont sont victimes certaines catégories de population. Pas de «victimisation» ici: la simple demande que soient entendus les résultats d'études scientifiques incontestables. Le fait qu'à CV égal, un homme perçu comme musulman a, au minimum, deux fois moins de chances d'être embauché, d'accéder à un logement. Voilà l'islamophobie! Il ne faut pas s'arrêter à la «phobie» de l'islamophobie. Personne n'a jamais prétendu que l'homophobie n'était qu'une affaire de «peur» des homosexuels. On range aussi dans cette catégorie les ratonnades qu'ils ou elles subissent ou les discriminations à leur encontre. Islamophobie est synonyme de racisme antimusulman. Pourquoi préférer ce terme alors? Peut-être parce qu'il est utilisé dans tous les pays du monde sans susciter de tels débats. Le terme d'islamophobie va bien au-delà de la «peur» ou de la «haine» contre l'islam et les musulmans – l'islamophobie n'est pas qu'une opinion – elle se traduit par une essentialisation des musulmans et par des pratiques discriminatoires systémiques contre ceux qui sont perçus comme musulmans, sur le

marché du travail, du logement, dans l'orientation scolaire qui peuvent aller jusqu'à la violence. On peut à la fois lutter contre l'islamophobie et critiquer non pas «l'islam» ou «les musulmans» (ainsi essentialisés), mais certains de ses courants ou de ses pratiques, ce que les musulmans passent d'ailleurs leur temps à faire (il y a des désaccords, des critiques, des débats, ce qui est normal). Alors qu'on déplore en permanence une supposée «dépolitisation des banlieues», drôle de procédé que de chercher à faire taire des acteurs qui mènent un combat fondamentalement politique. Des replis communautaires existent dans la société française, mais ces mouvements antiracistes, par l'expression de l'injustice qu'ils permettent, en constituent le meilleur rempart. Plutôt que d'y voir des mobilisations communautaristes et des dangers pour la République, les progressistes patentés devraient percevoir dans ces mouvements une puissant rappel à une exigence fondamentale constamment bafouée: l'égalité. ◆

Dernier ouvrage paru: Community Organizing. De l'émeute de l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis, éditions Raisons d'agir, «Cours et Travaux», 2016.

Par
JULIEN TALPIN



Chercheur en science politique au CNRS.

La supercherie antiraciste

Lutter contre le racisme, c'est défendre l'universalité de nos valeurs, l'unité du genre humain. A l'exact opposé de l'offensive antirépublicaine actuellement à l'œuvre.

Il y a encore trente ans, la cartographie de la haine était simple à établir: le racisme et l'antisémitisme étaient d'extrême droite. D'un côté, les héritiers de la Résistance, et de l'autre, ceux de Vichy. L'antiracisme avait son propre «mur de Berlin». Depuis, le monde a changé, les murs sont tombés, les fronts se sont multipliés. Le mouvement antiraciste est resté figé dans des réflexes et des pratiques datées. Faute d'avoir mesuré ces changements profonds, il a manqué la mise à jour de son logiciel et son adaptation aux nouvelles frontières de la haine. A contrario de ses adversaires, il n'a pas su s'adapter à la révolution numérique. Il a tardé à comprendre que l'extrême droite n'avait plus le monopole du racisme et de l'antisémitisme et a laissé le champ libre à l'expression de nouvelles radicalités. Ce retard à l'allumage tient aussi à la mystifi-

cation, qui s'est présentée à l'opinion sous les traits d'un antiracisme adapté aux identités plurielles – issues de l'immigration, marquées par la mémoire de l'esclavage, la colonisation – et affilié à la gauche. C'est sous ce masque pervers que la haine a, par effraction, trouvé refuge. Le 4 avril, *Libération* consacrait justement son numéro aux «Visages contestés de l'antiracisme». L'éditorial de Laurent Joffrin a parfaitement analysé «le piège grossier» qui nous est tendu. Pourtant, à la faveur de cette «plongée chez les nouveaux antiracistes», on comprend facilement comment l'appropriation d'un combat peut conduire à son détournement et à sa dénaturation. Si l'on n'y prend pas garde, on risque d'attribuer sans discernement à ces faussaires des breavets d'antiracisme. Le moment est venu de bien nommer les choses, de cesser de faire capituler le

langage devant des évidences et dire clairement que ces gens-là ne sont rien d'autre que des racistes et des antisémites. Il est temps de rappeler que la politisation de l'antiracisme est une imposture et une impasse derrière laquelle se cachent «l'anticapitaliste, l'anticolonialisme, l'anti-impérialisme», «l'antisionisme», «la lutte des races sociales». Elle porte en elle les ferments d'un nouveau totalitarisme, reconstruisant des murs que nous avions détruits de haute lutte. Le racisme et l'antisémitisme ont changé. Face à nous désormais, des cumulards de la haine des juifs, des homosexuels, des Blancs et, d'une certaine manière, des femmes. Désigner «le Blanc» comme symbole dominant d'un prétendu «racisme d'Etat» qui sévirait en France, c'est être raciste. Quitter une réunion féministe en raison du trop grand nombre «de meufs blanches et assimilationnistes», c'est aussi être raciste. Revendiquer le communautarisme et accueillir à bras ouverts le fondamentalisme religieux pour «guérir la France de l'islamophobie», c'est offrir à

l'extrême droite un boulevard pour promouvoir une conception contre-nature de la laïcité. Une offensive antirépublicaine est à l'œuvre. Elle est puissante car elle bénéficie de la montée des populismes et des communautarismes qui exploitent, chacun de leur côté, le business de la peur et du repli identitaire. Ces deux extrémismes sont les deux faces d'une même pièce, celle de la haine qui conduit à la division et à l'affrontement. Elle appelle la même réprobation et les mêmes réponses. Etre antiraciste, c'est défendre l'universalité de nos valeurs et l'unité du genre humain. C'est défendre le caractère indivisible de la Nation. Il n'existe pas d'antiracisme à la découpe ou à la carte. Etre antiraciste, c'est savoir être «de la couleur de ceux qu'on persécute» (Lamartine). L'idée qu'il faudrait être concerné par une discrimination pour la combattre est la négation même du combat antiraciste. Le silence assourdissant de ces prétendus «nouveaux visages» face à la condamnation de l'antisémitisme est l'aveu de leur superche-

rie «antiraciste». Il suffit de les voir applaudir les charlatans du négationnisme ou théoriser le «philosémitisme de l'Etat» pour s'en rendre compte. Le mouvement antiraciste, le vrai, a désormais fait son aggrégation en allant, pour reprendre Jaurès, vers son idéal en comprenant le réel. Sur les réseaux sociaux et sur le terrain, aux côtés des victimes, de toutes les victimes, black, blanc, ou beur, juive, athée, chrétienne, musulmane, de banlieue, des beaux quartiers ou d'un village rural, hétérosexuelle ou homosexuelle. Qu'on se le dise une fois pour toutes: l'antiracisme est universel, il vaut pour tous ou il ne vaut rien. ◆

Par
ALAIN JAKUBOWICZ



Président de la Licra.



RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

#LibeRacisme, tout est pardonné?

Plongée partielle au cœur des débats internes à «Libération» sur les femmes voilées et le blasphème. Retour sur une polémique.

Je sais bien que je ferais mieux de m'abstenir. Il est évident que mieux vaut éviter de parler boutique. Mais, impossible de résister. Soit, je me mets un bœuf sur la langue, et je passe pour un dégonflé, ce que mon prétendu machisme aurait du mal à supporter. Soit, je joue les taurillons brutaux, et je fonce droit sur le voile rouge qu'on m'agite sous le museau. Alors, tant pis ! Mieux vaut que ça sorte. Débridons les plaies. Piquez banderilles, encornez mu-sette !

Je vous résume l'histoire qui va sûrement ravir les amateurs des coulisses de la fabrique de l'info. En décembre, j'ai écrit une chronique intitulée «La femme voilée du métro». Je me moquais de ma peur idiote de ces sombres emblèmes, et j'interrogeais ma

répulsion vaguement teintée de fascination devant ces déviances explosives. Comme souvent, je mettais dans mon propos un peu d'ironie, un rien de provocation et un zeste de libido. J'y glissais aussi, et pas en contrebande, ma détestation des religions, islam compris, et ma réprobation devant cet asservissement volontaire qu'est le port du voile même «si chacun(e) fait, fait/celui qui lui plaît, plaît», comme le

chantait Chagrin d'amour.

La chose a été diversement reçue, ce qui est bien naturel. Je ne suis pas là pour diluer ma vision des choses dans l'eau tiède. En ces temps écorchés et écorcheurs, il manquait sans doute un avertissement clignotant du genre : «Attention, autodérision !» mais il est compliqué d'anticiper la lecture par bribes ou le retweet à charge.

Deux activistes islamophiles, Marwan Muhammad du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et Sihame Assbague se sont saisis de l'affaire (1). Réseauteurs opiniâtres, ils se sont employés à me faire passer pour raciste et sexiste. Ce qui est modérément agréable même si j'ai le dos

large. Pour ce faire, ils ont lancé le hashtag #LibeRacisme. Et c'est là, que ça s'est compliqué dans la maison Libé, à l'heure «où ça montait sur Twitter» comme on s'en est affolé exagérément rue Béranger où nous étions encore. Si le directeur de la publication m'a défendu, la société des rédacteurs a pris ses distances. Etre lâché par ceux-là même qui sont censés défendre chacun de leurs mandants ne m'a pas réjoui. Mettons cela sur le compte de la précipitation... Et voilà comment, l'âge venu, je me suis découvert plus proche du patron social-démocrate que des camarades syndiqués. Argghhh !

A tort ou à raison, j'ai préféré argumenter en interne plutôt que de m'exprimer à l'extérieur. Pourquoi j'en parle aujourd'hui ? parce que mes deux militants identitaires préférés viennent de resurgir dans Libé. Ils font partie de «ces visages contestés de l'antiracisme» mis en une, le 4 avril. Le traitement est tout ce qu'il y a de journalistique, la distance est bonne, l'édito de Joffrin est salvateur. La seule chose qu'un petit être

sensible comme moi encaisse mal, c'est que les contempteurs de LibeRacisme se retrouvent parés par Libération des plumes affriolantes de l'antiracisme.

Je les vois plutôt comme des adeptes du communautarisme, qui luttent contre la discrimination des croyants de leur obédience. Combat tout à fait estimable mais qui n'a rien à voir avec l'antiracisme, qui doit être métissé et multicolore, égalitariste et universaliste. Cause tout à fait supportable jusqu'au moment où la demande de respect mute en interdiction du blasphème, de la satire ou de la caricature. J'ai peur que nos nouveaux «antiracistes» soient assez peu Charlie et d'un progressisme limité en matière d'égalité homme-femme, d'acceptation de toutes les sexualités et de liberté des mœurs. Même si, eux et moi, on pourrait peut-être s'entendre sur la nécessité de partager le travail et de disséminer les HLM, préalables à toute intégration sociale.

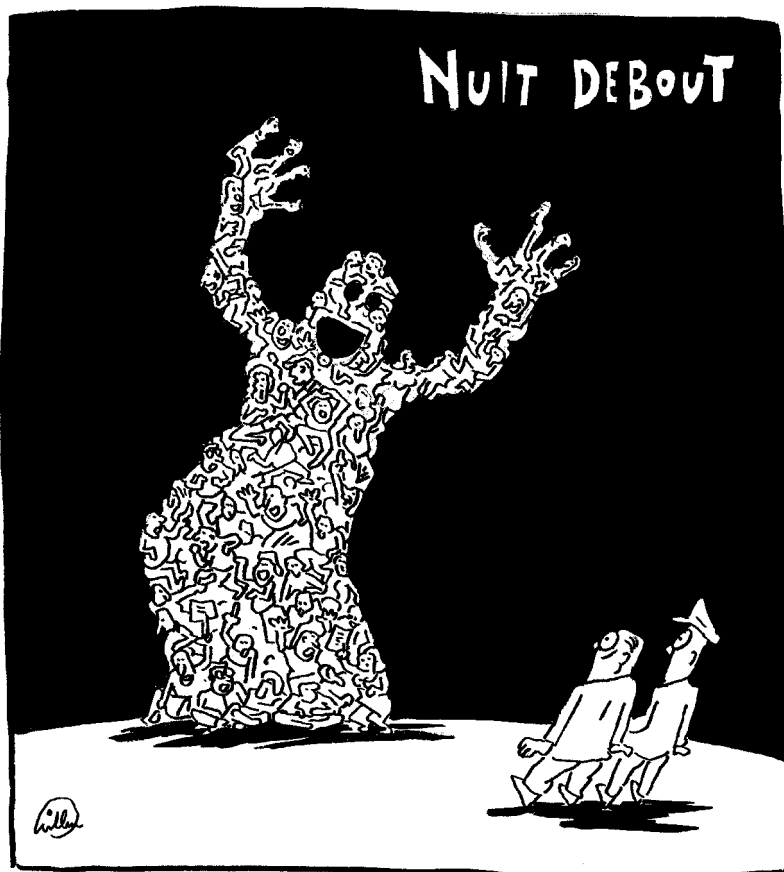
Toutes ces algarades ne doivent pas faire oublier qu'au sein de la rédaction, nous sommes d'accord sur 80 %

des sujets. Et que si nous avons le chic pour aiguïser nos différends, nous sommes aussi capables de nous accorder sur l'essentiel. A Libé, il existe sans doute quelques islamo-gauchistes qui font des femmes voilées et des barbus, l'avant-garde d'un prolétariat fantasmé qui va mettre à bas le capitalisme. On doit bien trouver aussi deux ou trois petits Jdanov du politiquement correct, ce nouveau PC des temps apeurés, cette charmante déclinaison anglo-saxonne du stalinisme de la bienséance. Il y a surtout beaucoup de belles âmes au cœur sur la main qui font des fondamentalistes quiétistes, des victimes potentielles à défendre par avance de l'accusation de collusion avec les terroristes islamos. Et il y a aussi des mécréants et des incrédules, des athées et des rieurs, des turlupins et des branlotins. J'ai beau me sentir plus proche de ces derniers, je dois avoir en moi un peu de tous les autres. Et, c'est pourquoi, je suis encore là. ♦

(1) <http://www.reputatiolab.com/2015/12/5362/>

Toutes ces algarades ne doivent pas faire oublier qu'au sein de la rédaction, nous sommes d'accord sur 80% des sujets. Et que si nous avons le chic pour aiguïser nos différends, nous sommes aussi capables de nous accorder sur l'essentiel.

L'ŒIL DE WILLEM



Formation

mouamrane@teamedia.fr 01 41 04 97 68

Haute école des arts du Rhin
Formation continue – Strasbourg

école d'été

Pratique | Théorie | Société

16 workshops de 3 à 5 jours pour les artistes et professionnels
en arts visuels, architecture, performance, design graphique,
scène, création sonore, espace public, etc.

4-16 juillet 2016
www.ecoledete.hear.fr

Logo HEAR, TNS, Strasbourg école d'architecture, etc.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr 01 40 50 51 66

DÉMÉNAGEURS

"DÉMÉNAGEMENT URGENT"
MICHEL TRANSPORT
Devis gratuit.
Prix très intéressant.
Tél. 01.47.99.00.20
micheltransport@wanadoo.fr

Votre journal **NOUVEAU**

Libération

est habilité pour toutes
vos annonces légales
sur les départements
75 - 91 - 92 - 93 - 94

Renseignements commerciaux
de 9h00 à 18h00 au 01 40 10 51 51
ou par email : legales-libe@teamedia.fr

ANTIQUITÉS/
BROCANTESAchète
tableaux
anciensXIX^e et Moderne
avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon,
orientaliste, vue de Venise,
marine, chasse, peintures de
genre, peintres français &
étrangers (russe, grec,
américains...), ancien atelier
de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite

EXPERT MEMBRE DE LA CECO
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 40 10 51 66

VENTE

PROPRIÉTÉS
PROVINCE

UZES/ ALES (30) Villa de
2001, très très calme,
170 M², 3,2 H de
garrigues, 0,8 de prairie,
Piscine sel, Parcelle
constructible en extra
de 2500 M², chauff.:
granules, bois et solaire.
Dépendance de 45 M²
exceptionnelle (idéale
loc. saison, ou prof. lib.,
ou thérapeute). 4 parcs
pour chevaux + sellerie,
hangar foin et box. 20
min d'Uzes, 10 min d'Ales.
(prox. école Steiner !)
gregory.ducros@
gmail.com
Part. 06 80 24 85 85

ABONNEZ-VOUS



Offre à durée libre sans engagement

OFFRE INTÉGRALE

25€

Par mois⁽¹⁾, soit plus de 55% de
réduction par rapport au prix
de vente en kiosque.

ABONNEZ-VOUS À LIBÉRATION

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération,
service abonnement, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. Mon abonnement
intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération
week-end par portage⁽²⁾ + l'accès aux services numériques payants de Libération.fr
et au journal complet sur iPhone et iPad.

AUTLIB16

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour accéder aux services numériques de Libération.fr et à votre espace personnel sur Libération.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **25€ par mois⁽¹⁾** (au lieu de 55€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____

Expire le _____ J'inscris mon cryptogramme _____
mois année (les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Signature obligatoire : _____

☐ **Règlement par chèque.** Je paye en une seule fois par **chèque de 300€** pour un an
d'abonnement (au lieu de 662,70€, prix au numéro).

Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : www.liberation.fr/abonnement/

⁽¹⁾ Tarif garanti la première année d'abonnement. ⁽²⁾ Cette offre est valable jusqu'au 30/06/2016 exclusivement pour un nouvel abonnement
en France métropolitaine. La livraison du quotidien est assurée par porteur avant 7h30 dans plus de 500 villes, les autres communes sont
livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement et, le cas échéant, à certaines publications
partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications cochez cette case ☐.

➔ Vous voulez passer
une annonce dans



➔ Vous avez accès à internet ?

**Découvrez notre site
de prise d'annonce en ligne :**

<http://petites-annonces.liberation.fr>

A LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

20h55. Unforgettable. Série. Infectée. Le visiteur inattendu.
22h40. Unforgettable. Série. Une ennemie à sa hauteur. Une alliée inattendue.

FRANCE 2

20h55. Rendez-vous en terre inconnue. Magazine. Clovis Cornillac chez les Miao.
22h45. Retour en terre inconnue. Magazine.

FRANCE 3

20h55. Meurtres à Carcas-
sonne. Téléfilm. Avec : Bruno Wolkowitch, Rebecca Hampton.
22h35. Grand Soir 3.
23h10. Le divan de Marc-Olivier Fogiel. Magazine.

CANAL +

20h55. Les gorilles. Comédie. Avec : Joey Starr, Manu Payet.
22h20. Phoenix. Drame. Avec : Nina Hoss, Ronald Zehrfeld.

ARTE

20h55. Inondations : une
menace planétaire. Documentaire. 22h25. Entretien. 22h40. Immortalité, dernière frontière. Documentaire.

M6

20h55. The island : seuls au
monde. Télé-réalité. Épisode 5 : l'île des femmes.
22h15. The island : seuls au
monde. Télé-réalité. Épisode 5 : l'île des hommes.

FRANCE 4

20h50. Les rebelles
de la forêt 3. Film d'animation.
21h00. Malabar Princess. Film.

FRANCE 5

20h45. États-Unis, enfants
jetables. Documentaire.
21h50. États-Unis, le pays
qui arme ses enfants.

PARIS PREMIÈRE

20h45. highlander 3. Fantastique. Avec : Christophe Lambert, Mario Van Peebles.
22h30. Highlander. Film.

TMC

20h55. Renaud retour
d'enfer 1. Documentaire.
22h40. En chansons. Divertissement. Renaud en chansons.

W9

20h55. Marvel : les agents du
S.H.I.E.L.D. Série. Incontrôlables. Sans merci. Les 6 fantastiques. 23h35. Marvel : les agents du S.H.I.E.L.D. Série.

NRJ12

20h55. The marine. Film d'action. Avec : John Cena, Robert Patrick.
22h40. Swat : force commando. Téléfilm.

D8

21h00. Nouvelle star.
Télé-Réalité. 2^e prime en direct de L'Arche Saint-Germain.
23h30. Palmashow : la grande
soirée des parodies télé.

NT1

20h55. Revenger. Série. Clarification. Révélation choc. Tout s'enflamme.
23h40. Revenger. Série.

D17

20h50. Houdini, l'illusion-
niste. Téléfilm. Partie 1. Avec : Adrien Brody, Kristen Connolly.
22h30. Houdini, l'illusionniste. Téléfilm.

HD1

20h50. Section
de recherches. Série. Bain de minuit. L'enfance de l'art. Mea Culpa.
23h50. Section
de recherches. Série.

6 TER

20h55. Fais pas ci, fais pas
ça. Série. Coup de froid. Toute vérité n'est pas bonne à dire.
22h30. Fais pas ci, fais pas
ça.

CHÉRIE 25

20h55. Juno. Comédie. Avec : Ellen Page, Michael Cera.
22h45. Into the wild. Film.

NUMÉRO 23

20h50. Marie Besnard,
l'empoisonneuse. Téléfilm. Deuxième partie : la justice.
22h50. Face au crime. Série.

LCP

20h50. Droit de suite.
Documentaire. Eichmann : une exécution en question.
21h30. Le débat.



www.libération.fr
 23, rue de Châteaudun
 75009 Paris
 tél. : 01 42 76 17 89

Edité par la SARL

Libération
 SARL au capital de 15 560 250 €, 23, rue de Châteaudun 75009 Paris
 RCS Paris: 382.028.199
 Durée: 50 ans à compter du 3 juin 1991.

Associés: SA investissements Presse au capital de 18 098 355 € et Presse Media Participations SAS au capital de 2 532 €.

Cogérants
 Laurent Joffrin
 Marc Laufer
Directeur opérationnel
 Pierre Fraidenreich

Directeur de la publication et de la rédaction
 Laurent Joffrin
Directeur en charge des éditions
 Johan Hufnagel

Directeurs adjoints de la rédaction
 Stéphanie Aubert
 David Carzon
 Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef
 Christophe Boulard (tech.), Sabrina Champenois (Next), Guillaume Launay (web).

Directeur artistique
 Rédacteurs en chef adjoints
 Michel Becquembois (édition), Grégoire Biseau (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Jean Christophe Féraud (futurs), Elisabeth Franck-Dumas (culture), Didier Péron (culture), Marc Semo (monde), Sibylle Vincendon et Fabrice Drouzy (spéciaux).

Directeur administratif et financier
 Grégoire de Vaisière
Directrice Marketing et Développement
 Valérie Bruschini

Service commercial
 diffusion@libération.fr
 tarif abonnement 1 an France métropolitaine: 391€
 tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Directeur général de Libération Médias
 Jean-Michel Lopes
 tél. : 01 44 78 30 18
 Libération Médias 23, rue de Châteaudun, 75009 Paris - tél. : 01 44 78 30 67

Team Media
 25, avenue Michelet
 93405 Saint-Ouen cedex
 tél. : 01 40 10 53 04
 hpiat@teamedia.fr
 Petites annonces. Carnet

IMPRESSION
 Midi Print (Gallargues)
 POP (La Courneuve)
 Nancy Print (Jarville)
 CILA (Nantes)

Imprimé en France
 Membre de OJD-Diffusion Contrôle. 1115C 80064. ISSN 0335-1793.

La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prenom.nom@libération.fr

Libération est une publication du Groupe PMP

Directeur général
 Pierre Fraidenreich
Directrice Marketing et Développement
 Valérie Bruschini

SCREENSHOTS

L'ère de Yolande Moreau

Donner une carte blanche à Yolande Moreau, c'est l'idée qu'a eu Arte Reportage pour un nouvel épisode de sa série sur les réfugiés dans le monde. La comédienne et réalisatrice est partie avec une équipe de tournage dans les camps de Calais et de Grande-Synthe pour en ramener une œuvre forte, sensible et pleine d'empathie, à travers de longs plans fixes et des textes écrits par Laurent Gaudé et lus par Yolande Moreau elle-même. Son film raconte les espoirs déçus de ceux qui pensaient trouver là une terre d'accueil. Elle filme la terre qui ne veut plus boire la pluie, les ombres qui se faufilent à la nuit tombée pour passer en Angleterre, les tombes de ceux pour qui Calais est devenu un cimetière, les baraques rasées sans cesse, les tentes vides au matin de ceux qui ont réussi à passer... Et il y a ces paroles de Hawré, Kurde de 28 ans, qui résonnent en nous: «Dis-leur de nous rendre le pays qu'ils ont détruit et j'y retourne de suite. On n'a pas fui la mort pour venir mourir ici. Il y a une telle haine, on le ressent. On ne s'attendait pas à ça. Je serai juste reconnaissant à la France de nous supporter un peu, le temps qu'on parte, et c'est tout.» Mais même ça, on ne semble pas capable de leur offrir.

DAVID CARZON

NULLE PART EN FRANCE disponible en replay sur Arte +7

SUDOKU 3013 MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | 6 |
| | 6 | | 8 | 9 | 1 | | 2 | |
| | | | | | | | | |
| | | 4 | | 5 | 7 | | | |
| | 4 | | 5 | | 8 | | 9 | |
| | | 1 | 5 | 6 | 4 | | 7 | |
| | 2 | | 7 | | 4 | | 1 | |
| | | 9 | | 8 | | 1 | | |
| | 5 | | 1 | 4 | 7 | | 3 | |
| 4 | | | | | | | | 5 |

SUDOKU 3013 DIFFICILE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 5 | | | | | | |
| | | | 9 | | 5 | | | |
| | 1 | | 3 | 4 | | | | 9 |
| | | 4 | | | 7 | | | |
| | 9 | 6 | | 1 | | | 2 | |
| 4 | 7 | | | 6 | | | 5 | |
| | | | 2 | | 3 | | 7 | |
| | | | | | | 9 | | 3 |

SUDOKU 3012 MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 4 | 6 | 9 | 1 | 7 | 5 | 2 | 3 |
| 3 | 7 | 1 | 2 | 8 | 5 | 6 | 4 | 9 |
| 2 | 3 | 5 | 6 | 8 | 7 | 4 | 1 | 9 |
| 1 | 2 | 4 | 6 | 5 | 2 | 8 | 3 | 7 |
| 2 | 3 | 5 | 1 | 7 | 4 | 2 | 9 | 6 |
| 3 | 7 | 2 | 8 | 9 | 1 | 5 | 4 | 6 |
| 7 | 3 | 9 | 8 | 1 | 4 | 6 | 5 | 2 |
| 4 | 3 | 6 | 5 | 9 | 7 | 1 | 2 | 8 |
| 1 | 2 | 4 | 5 | 6 | 3 | 7 | 8 | 9 |

SUDOKU 3012 DIFFICILE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 1 | 8 | 9 |
| 6 | 5 | 1 | 2 | 9 | 3 | 7 | 4 | 8 |
| 9 | 7 | 5 | 1 | 4 | 8 | 2 | 3 | 6 |
| 1 | 2 | 7 | 4 | 3 | 1 | 6 | 8 | 5 |
| 4 | 1 | 6 | 7 | 8 | 3 | 5 | 2 | 9 |
| 4 | 3 | 8 | 6 | 5 | 2 | 9 | 7 | 1 |
| 5 | 8 | 3 | 4 | 2 | 1 | 7 | 6 | 9 |
| 7 | 4 | 2 | 8 | 1 | 6 | 3 | 5 | 9 |
| 1 | 6 | 7 | 5 | 2 | 9 | 8 | 4 | 3 |

Solutions des grilles d'hier

ON S'EN GRILLE UNE?

Par GAËTAN GORON

| | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Qui reste à (satis)faire **II.** Au cœur du problème ; Elu des désormais sœurs Wachowski **III.** Il est un peu trop centré sur le milieu **IV.** Elle enlève le gras du lait **V.** A désormais une existence ; Ils sont de coutumes à être placés devant elles **VI.** Quand le ciel tombe sur nos têtes **VII.** Terre de champagne ; Son eau est source d'invulnérabilité **VIII.** Un peu de lumière ; Dernier de sa liste **IX.** Fils feu **X.** Ici sans agréable ; S'il prête serments, il ne lui reste plus grand chose **XI.** Il a prêt serment ; Elle rassemble ceux qui se ressemblent

Grille n°266

VERTICALEMENT

1. Si vous cherchez la petite bête, voilà où la trouver **2.** Elle n'a Dieu pour personne **3.** Vouer un culte ; Au bon endroit **4.** Ils ont vécu dans l'actuel Yémen ; Madame dans les Charentes **5.** Il colle au corps ; Immobiles **6.** Élément pour aimant puissant **7.** Pareseux ; Fait travailler **8.** Entre deux adversaires ; Un exemple de mise en commun de la production **9.** Salés ; Pierre fine

Solutions de la grille d'hier

Horizontalement. **I.** TERRIENNE. **II.** ÉPAISSEUR. **III.** RIVA. **AO.** **IV.** P.L. BRENT. **V.** SA. **PRO.** **CI.** **VI.** ITALIQUES. **VII.** COI. **BURMA.** **VIII.** HI. **PÉAGES.** **IX.** ORLYSIENS. **X.** REAL. **TATE.** **XI.** ESSEX. **ISS.** **Verticalement.** **1.** TERPSICHOIRE. **2.** ÉPILATOIRES. **3.** RAVI. **AL.** **LAS.** **4.** RIA. **PL.** **PYLE.** **5.** IS. **BRIBES.** **6.** ESCROQUAITS. **7.** NE. **URGEAI.** **8.** NUANCEMENTS. **9.** ÉROTISASSES.

MARDI 12

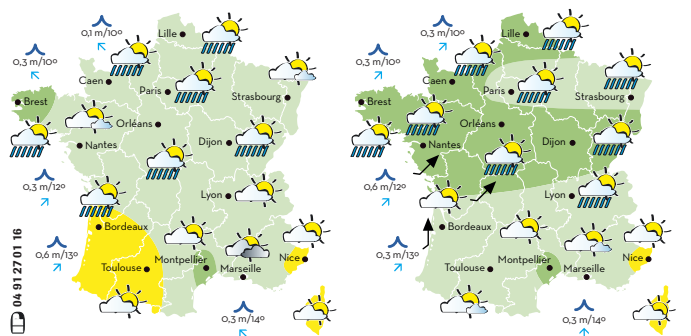
Conditions temporairement plus calmes avec le retour de belles éclaircies. Le ciel s'ennuage toutefois en Bretagne, à l'avant d'une nouvelle dégradation.

L'APRÈS-MIDI La dégradation traverse le pays apportant des averses de l'Aquitaine au nord-est. Temps plus calme mais nuageux dans le sud.

MERCREDI 13

Une dégradation orageuse traverse le pays de l'Atlantique vers les régions de l'est et du nord-est. Le soleil domine en Méditerranée.

L'APRÈS-MIDI Des averses persistent de la Bretagne aux régions de l'est. Temps sec mais assez nuageux dans le sud. Températures dans les moyennes de saison.



| | MIN | MAX | | MIN | MAX | | MIN | MAX |
|------------|-----|-----|-------------|-----|-----|-----------|-----|-----|
| FRANCE | | | FRANCE | | | MONDE | | |
| Lille | 7 | 17 | Dijon | 7 | 18 | Alger | 15 | 23 |
| Caen | 6 | 16 | Lyon | 8 | 20 | Bruxelles | 7 | 17 |
| Brest | 9 | 15 | Bordeaux | 9 | 21 | Jérusalem | 16 | 18 |
| Nantes | 7 | 18 | Ajaccio | 16 | 24 | Londres | 6 | 16 |
| Paris | 7 | 18 | Toulouse | 9 | 21 | Berlin | 9 | 16 |
| Nice | 11 | 21 | Montpellier | 13 | 15 | Madrid | 4 | 13 |
| Strasbourg | 10 | 19 | Marseille | 13 | 19 | New York | 9 | 11 |

www.lachainemeteo.com
 vos prévisions gratuites à 12 jours

Serge Aurier, Gregory Van der Wiel, Angel Di Maria et Zlatan Ibrahimovic, au Camp des loges, le centre d'entraînement du PSG, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), le 5 avril.

PHOTO J.E.E. SIPA

Football
Le quart de finale retour de Ligue des champions contre Manchester City, ce mardi, va révéler le véritable état d'esprit et le moteur du club parisien, en roue libre sur le sol français.



Le PSG, pour conjurer le mauvais seuil

Par
GRÉGORY SCHNEIDER

D rôle de soirée... Et six jours pour l'avaloir: tenu en échec (2-2) mercredi au Parc des princes par Manchester City lors de son quart de finale aller de la Ligue des champions, le Paris-SG, qui devra en conséquence l'emporter ce mardi soir à l'Etihad Stadium (20h45 sur BeIn), donne l'impres-

sion depuis de foncer à 200 km/h sur un mur que figurerait concrètement l'équipe mancunienne. Et, plus métaphoriquement, son avenir. En coinçant face à des Anglais que personne – et surtout pas la presse britannique – n'a considérés pour autant comme des terreur, Zlatan Ibrahimovic et consorts ont ouvert sans le vouloir une porte sur le monde d'après. En cas de malheur, un aggiornamento est inévitable: ces gars-là

ne ramasseront pas impunément quatre éliminations de suite au même stade dans la compétition-reine. Aucun progrès, donc.

IBRAHIMOVIC JOUE-T-IL SON FUTUR CONTRAT ?

Certes non, si l'on écoute Laurent Blanc: «On sait ce qu'on veut faire avec lui. Il faut qu'on en discute avec lui pour avoir le ressenti du joueur.» Il faut se dé-

brouiller avec ça: en poussant les murs, on peut deviner les contours d'un rôle moins dominant pour un Suédois dont le contrat arrive à terme en juin, sa direction ne lui signant un nouvel avenant qu'à la condition qu'il s'efface progressivement et assure une forme de transition avec l'équipe d'après, un lien entre le début de la mandature qatarie – où Ibrahimovic était la tête de pont sportive et marketing – et le futur du club. Difficile d'imaginer l'ego du joueur s'en satisfaire. Mais qui peut savoir? La vedette parisienne est un révolutionnaire de salon: sa superbe et sa liberté de ton («France, pays de merde», «avant que les Qataris ne rachètent le club en 2011, le Paris-SG n'était rien») se sont toujours arrêtées depuis quatre ans aux frontières du petit Etat du Golfe, manière de dire qu'Ibrahimovic sait qui signe ses chèques à la fin du mois. S'il fait la saison de sa vie en Ligue 1 (plus d'un but par match), ça ne pèse guère aux yeux de ses employeurs: ça revient à faire un carton au ball-trap de Voulangis alors qu'on vous demande de décrocher un titre olympique. Au match aller, son rendement (un but, des maladresses, un penalty manqué et énormément de poids dans le jeu) a fait débat, comme toujours en Ligue des champions. A part



ça, on a hâte que l'omerta sur son cas soit brisée dans le vestiaire parisien : certains joueurs ont tout autre chose à raconter que sa ponctualité à l'entraînement et son professionnalisme sans faille. Comme, par exemple, un sens de l'intérêt collectif très relatif (quand il pourrait un coéquipier à la mi-temps d'un match alors que Paris mène 3-0) et une capacité manœuvrière s'exerçant toujours aux dépens des plus fragiles.

BLANC EST-IL MENACÉ EN CAS D'ÉLIMINATION ?

La réponse peut paraître simple, tant les états de service de Laurent Blanc à la tête du club plaident pour lui. Elle est au contraire complexe, impliquant des ressorts qui n'existent que dans les arcanes du club de la capitale. Pour la galerie, l'entraîneur parisien a été coupable d'avoir lancé contre Manchester City Serge Aurier au débotté, alors que celui-ci était suspendu par son club depuis près de deux mois et l'affaire Periscope», le joueur ayant qualifié son coach de «flotte» sur les réseaux sociaux. Le défenseur ivoirien avait en vérité disputé trois rencontres durant sa mise à l'écart, une avec la réserve parisienne contre Poissy et deux autres avec sa sé-

lection face au Soudan. Mis en demeure de s'expliquer devant la presse, l'ancien sélectionneur a ironisé, comme souvent quand il est sur la défensive : «Eh bien je l'attendais, celle-là... On tente des choses.

DÉCRYPTAGE Quand elles réussissent, on ne vous entend pas. La presse ne parle que du négatif. Avec un budget annuel de 500 millions d'euros et les ambitions qui vont avec, c'est la règle et l'entraîneur le sait. Lors de son flamboyant passage à la tête de l'Olympique de Marseille, Marcelo Bielsa s'est cependant usé la santé à expliquer qu'un coach est payé pour prendre des décisions a priori quand les journalistes le sont pour les commenter a posteriori.

Au-delà de cette mécanique, l'attaque interpelle. Laurent Blanc avait Serge Aurier sous le nez à l'entraînement depuis huit jours et, avant ça, il a été abreuvé d'échos sur le travail de son défenseur avec l'équipe réserve : on peut faire crédit à un entraîneur quatre fois champions de France et comptant près d'une centaine (97) de sélections avec les Bleus de savoir lire dans un joueur qu'il voit au quotidien. Par ailleurs, Laurent Blanc a misé sur un Aurier qui lui devait quelque chose après l'avoir insulté, actionnant un ressort psychologi-

que des plus courants à ce niveau. Sur-tout, les difficultés parisiennes furent collectives contre Manchester City, sept ou huit joueurs – à commencer par Blaise Matuidi, l'un des plus réguliers, suspendu au retour – semblant en difficulté. Tout le monde l'ayant vu et même dit, on se demande bien comment Serge Aurier a pu occuper un rôle aussi central dans les débats qui ont suivi.

On est en vérité au cœur de la construction parisienne : chaque jour qui passe, Laurent Blanc est un mort qui marche. Le procès en illégitimité (qui est-il pour entraîner des joueurs pareils, en gros) n'est jamais loin, juste sous la surface des satisfecit présidentiels, des prolongations de contrat qui lui sont concédées (symboliques à ce niveau : si Doha n'en veut plus, il lui signe un gros chèque et ouste) et des louanges médiatiques les soirs de titre. Depuis les bourrasques de l'hiver 2014-2015, l'intéressé sait tout ça. Il s'est composé un masque dur, parfois hargneux : pour se faire régulièrement renvoyer à leurs manques de culture footballistique, les journalistes en savent quelque chose. Leur éventuelle obséquiosité a même tendance à décupler l'ire du coach : Blanc connaît le foot. Et son environnement.

QUELLE EST LA DURÉE DE VIE DE L'ÉQUIPE ?

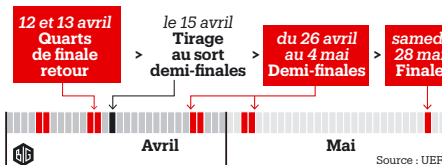
C'est encore sur ce point que le match de Manchester sera le plus éclairant. C'est entendu : Laurent Blanc n'est ni l'architecte de cette équipe ni son possible dynamiseur. Le projet – des stars sud-américaines passées par le championnat italien, pour résumer – a été monté en 2011 par l'ex-directeur sportif Leonardo, qui a pris le large en 2013. Et l'ancien sélectionneur des Bleus a été embauché pour le conduire sportivement sans secousse. C'est-à-dire sans contrarier ses stars (il s'en est en revanche pris publiquement à des joueurs moins cotés, comme Salvatore Sirigu ou Ezequiel Lavezzi) ni intervenir – ou de façon marginale – sur les transferts, la direction qatarie gardant la haute main sur le business. Dit autrement : Blanc n'a pas été embauché pour changer les équilibres, et encore moins pour renverser la table. Elle sera donc renversée par un adversaire. Un beau soir, en direct à la télé, sur le front européen qui est le seul qui vaille à leur échelle. Et à l'issue d'un match qui dira l'usure ou la péremption. Reste à savoir quel sera leur cimetière des éléphants. A l'Etihad Stadium mardi ? L'hypothèse est dans l'air depuis six jours. Publiquement, le milieu Thiago Motta n'a pas plaidé les circonstances ou la malchance : «Nous, on a été moyen collectivement quand on avait le ballon.» La vox populi s'est gaussée des difficultés défensives du stoppeur David Luiz, que son ex-entraîneur à Chelsea, José Mourinho, ne voulait voir qu'au milieu de terrain ou sur le banc des remplaçants : en Ligue 1, le Brésilien aurait pu jouer mille ans sans que cela se voie puisqu'il n'a pas besoin de défendre. Et ceux qui avaient (cher) payé leur place au Parc ont remarqué un détail étrange : les 15 mètres séparant les défenseurs des milieux quand les joueurs parisiens avaient le ballon, ce qui casse la notion de bloc si importante à ce niveau et augure d'un manque d'investissement collectif et d'énergie. C'est bien de l'âge (31 ans pour Thiago Silva, 34 pour Maxwell, 33 pour Thiago

Motta même si ses articulations ont plus, 34 pour Ibrahimovic) des joueurs dont on parle. Et du temps qui passe. On peut voir la Ligue des champions comme un Rotary club du ballon, avec ticket d'entrée pour une victoire finale à 500 millions d'euros de budget annuel, et on aurait raison.

On peut aussi parler d'autre chose : d'un succès ne pouvant récompenser qu'une équipe au net avec elle-même et les joueurs qui la composent, appartenant toujours in fine à des attaquants dominant leur époque – auquel cas on peine à le localiser dans l'effectif parisien – tout en ayant su tendre la main à des coéquipiers qui ne les valaient pas. Tôt ou tard, les questions existentielles finissent par tomber. ♦

LIGUE DES CHAMPIONS : QUARTS DE FINALE RETOUR

| | | | Scores matchs aller |
|----------------|------------------|---------------|------------------------|
| Mardi 20h45 | Manchester City | Paris-SG | (2-2) |
| | Real Madrid | Wolfsburg | (0-2) |
| Mercredi 20h45 | Benfica Lisbonne | Bayern Munich | (0-1) |
| | Atlético Madrid | FC Barcelone | (1-2) |



AU REAL, COACH ZIDANE SUR DES BRAISES

Battu 2-0 en Allemagne à l'aller, le Real Madrid doit réaliser ce qui ressemble à un exploit – mais si – pour sortir les Allemands de Wolfsburg, faute de quoi, la saison sera ratée. Une sorte de moment de vérité pour l'entraîneur, Zinédine Zidane, le Real étant déjà largué en Liga espagnole.

Les informés de France Info

Une émission
de Jean-Mathieu Pernin,
du lundi au vendredi,
de 20h à 21h
Chaque mardi avec

Libération



Bourgeons de Bourges

Par
GILLES RENAULT

Festival Le Printemps fête sa quarantième édition. Deux ans après une passation de pouvoir en douceur, la programmation affiche, outre les locomotives, une trentaine de découvertes. Revue de jeunes pousses choisies.

Institution attisée par les braises de la contre-culture parentale, le Printemps de Bourges s'apprête à célébrer sa quarantième édition. Apparu un 6 avril 1977 – l'année où naissaient les Sex Pistols et où s'engloutissait Elvis Presley –, l'événement, bien que s'étant conformé au gré des décennies aux convenances festivalières, a néanmoins su garder la ligne. Rendu à l'évidence que le plus difficile était de « ne pas vieillir » et que « de nouveaux artistes entraînaient un nouveau public », sans lequel l'affaire finirait par tourner au banquet préfectoral, le Printemps a connu diverses mutations. Mais celles-ci n'ont jamais vraiment fait trembler les fondations, à l'instar de la passation de pouvoir en douceur entre Daniel Colling, cocréateur de l'événement et le groupe privé C2G. La transaction a été conclue fin 2013, mais le directeur historique n'a pas disparu pour autant des écrans radar, continuant ainsi d'assurer la transmission cette année par l'intermédiaire d'un livre (offert sur place) et d'une expo commémorative.

Côté programmation, cependant, l'humeur se veut résolument ardente avec, comme se plaît à le souligner le programmeur Jean-Michel Dupas, « environ 70 % d'artistes qui n'ont à ce jour qu'un, voire zéro album à leur actif, parmi les quelque 125 noms étalés sur cinq jours. D'ailleurs, plus de la moitié d'entre eux viennent jouer à Bourges pour la première fois et si, comme tout le monde, nous avons besoin de têtes d'affiche, celles-ci ne sauraient constituer l'arbre qui cache la forêt. » De boutures, donc.

Aussi, une fois les têtes de série placardées en gros caractères (Louise Attaque, Nekfeu, Lilly Wood and the Prick, etc., jusqu'aux épouvantables Maître Gims et L.E.J.), tournons-nous notre regard le plus loin possible sur l'horizon, en direction des « Inouïs ». Maillage de repérages instauré dès 1985, le dispositif longtemps dénommé Découvertes assure avoir reçu cette année 3300 dossiers. Répartis sur quatre plateaux diurnes et thématiques (electro, hip-hop, rock-pop, chanson-world), une trentaine ont survécu, parmi lesquels nous en avons retenu quatre, bleusaillie qui suivra peut-être les traces des Radio Elvis, JC Satàn ou Grand Blanc, « Inouïs » d'hier aujourd'hui titulaires sur la feuille de match. ♦

LE PRINTEMPS DE BOURGES du 12 au 17 avril



THOMAS SAUVAGE



DR

**PETIT BISCUIT
C'EST (PRESQUE)
DU GÂTEAU**

A force de lire un peu partout qu'il avait 15 ans, Petit Biscuit a fini par en avoir 16. Ce sont des choses qui arrivent, sans que cela n'altère le caractère exceptionnel d'un projet artistique centré sur un gamin qui pond les morceaux chez lui, avec une régularité métronomique, tandis qu'on imagine ses potes en train de rouler des pelles ou de siroter des mojitos dans la pièce d'à côté. Précision liminaire: il ne faut pas confondre ce Mehdi Benjelloun là avec celui qui tournait voici quelques années au côté de Véronique Samson. Car notre Mozart des années YouTube, petit prince de l'electro compatible avec une approche analo-

gique est, lui, toujours inscrit au lycée, à Rouen, avec, semble-t-il, un faible pour les matières scientifiques. Côté musique, l'élève penche du côté de Fakear, Nils Frahm ou des plus obscurs Shlomo ou Bearcubs et a le mérite de ne pas finasser en préconisant la plus simple des méthodes: « Je prends ma guitare ou un synthé, je joue et dès que ça me plaît, j'enregistre. » Et ça marche, en mode ambient suave nimbé de vague à l'âme, avec des titres conçus comme autant d'appels au lâcher-prise: Oceans, Night Dive, Blue Deep Eyes, ou, en point d'orgue, ce désormais fameux Sunset Lover dont les millions de vues de par

le monde semblent lui ouvrir grand les portes d'une félicité confortée par des commentaires de disciples transis. Du style: « Chaque fois que j'entends ce thème [You, plage instrumentale au clavier leste conclue par un sample de voix féminine, ndlr], pour quelque étrange raison je pense à l'univers et à la futilité de notre présence sur terre. »

Alors Petit Gourou deviendra grand? Possible, même si l'on ne peut s'empêcher de se remémorer (entre autres) le cas Zak Laughed, prodige folk auvergnat naguère porté aux nues... et passé à la trappe avant même la majorité.



ADRIEN SOLEIMAN SOUS UNE BONNE ÉTOILE

«Tignasse au vent/ Et l'in-
souciance tourbillonne/
dans les nuages/ L'été, en-
semble/ tu nous réchauffes/
soleil/ tu nous

rends bons...»
Quitte à géolo-
caliser la Rue
des étoiles, on
préférera sonner chez
Adrien Soleiman (Soleil,
man?), que chez Grégoire.
Du Morbihan nostalgique,
qui lui inspira la ritournelle,
à Paris, où il vit, l'ex-saxo-

phoniste défend ici une
autre forme d'electro pop, où
l'ingénuité (feinte? Cf. le pis-
tolet pointé sur la tempe du
gamin ornant la pochette du
EP) des boucles synthéti-
ques avalise une écriture ré-
vassante. Accessoirement,
Rue des étoiles - d'un berger
qui, pour le coup, ne se pré-
nommerait pas Flavien, ni
Michel - pourra se fredonner
tel un mantra, dans un festi-
val qui, une année sur deux,
connaît la mousson.



NORMA SUP' UN PSAUME DE LA DÉVASTATION

Une chanson, *Breakup Song*, deux
à la limite, si l'on ajoute un *In the
Volvo* trop franc du collier rock
(enregistré avec les musiciens du
groupe Las Aves) et des bribes
d'infos pour faire la jointure. Pro-
mulguée sous la simple forme d'un
prénom/pseudo - fortement con-
noté -, Norma roule aux Inouïs
pour la région Midi-Pyrénées. Ce-
pendant, c'est de l'autre côté de
l'océan qu'il faut chercher les sour-
ces d'inspiration rétro de cette
Toulousaine d'origine, biberonnée

à John Fante, Billy
Wilder, Raymond
Carver et Gram
Parsons. Envoû-
tante mélodie
gorgée de ressentiment («*Les lar-
mes coulent chaque jour/ Depuis
que tu as marché main dans la
main avec cette putain*») et rehaus-
sée par un clip où défilent une suc-
cession de visages féminins éplo-
rés, son sauf-conduit s'intitule
donc *Breakup Song*. Un psaume de
la dévastation, qui ne déparerait
pas chez Lana del Rey; équivoque
flatteuse à condition, naturelle-
ment, de ne pas mettre trop long-
temps non plus à la lever.



FISHBACH CAUSE ELECTRO POP ET «ENVIE D'AILLEURS»

Pas vraiment du genre engoncé, du
haut de ses 24 ans, Fishbach qualifie
son intronisation berruyère de «concert
comme les autres». «Certes, précise-t-
elle, j'ai conscience du fait qu'il y aura
plus de professionnels qu'ailleurs et
que, par conséquent, cela peut avoir un
impact sur la suite de mon parcours.
Mais franchement, ça n'est pas une
question qui m'obsède.» Comme les

autres conscrits, elle
disposera de trente
minutes pour faire
les présentations.

Un laps de temps
qu'elle estime dans ses cordes, après
des premières parties assurées dans
des clubs, où plus d'un(e) a adhéré à sa
cause electro pop : fin mars, par exem-
ple, le Point éphémère, à Paris, affichait
complet un lundi soir sur son nom. Pu-
blic branché, connoté queer, sensible
à la solennité d'une chanteuse ravivant
le souvenir d'Edith Nylon (ou Desire-
less, pour les sceptiques!), le regard
tourné en direction du boulevard

ouvert par Christine and the Queens.
Grandie «entourée de groupes de me-
tal» à Charleville-Mézières, la jeune
femme précise avoir fini par éprouver
une «envie d'ailleurs» que, faute de
frère ou d'ami parti en éclaircur, elle a
assouvie seule, via Internet, où le
groupe Deux ou Elli et Jacno l'ont aidée
à chasser l'acouphène. Rétive au cloi-
sonnement - «la variété est pour moi
d'autant moins un gros mot que chacun
peut s'y reconnaître» -, Fishbach, qui
revisite à l'occasion Bashung (*Sur un
trapèze*) ou Bernard Lavilliers (*Night
Bird/Petit Monstre*), avance sans vou-
loir brusquer les étapes : entre Charle-
ville et Paris, une halte à Reims, où la
Cartonnerie locale l'a un temps prise
sous son aile, lui a ainsi permis de faire
ses gammes. Les chansons qui forme-
ront le premier album sont prêtes. Bien-
tôt, elle compte aller en studio, «enre-
gistrer les voix proprement». D'ici l'été,
tout devrait être fini, pour une sortie
envisagée cet automne, «sinon en jan-
vier 2017».

SUR LIBÉRATION.FR

Du genre classique L'actualité de la grande musique traitée en de petites formes. Cette semaine, le directeur musical de l'Ensemble intercontemporain, Matthias Pintscher, évoque sa double casquette de chef et de compositeur, et nous reviendrons sur la prochaine saison, clinquante et prometteuse, du Théâtre des Champs-Élysées.

CULTURE/

MUSIQUE**PATRIMOINE**

Oratorio pacifiste pour maître baryton et enfants

A la Philharmonie de Paris, des chansons sur la Première Guerre mondiale sont réinterprétées mercredi. L'aboutissement d'un long travail pédagogique mené par le chanteur Arnaud Marzorati.

A chanter sur l'air de la *Petite Tonquinoise*: «Je l'appell' la Glorieuse/Ma p'tit' Mimi, ma p'tit' Mimi, ma mitrailleuse/Rosalie me fait les doux yeux/Mais c'est ell' que j'aim' le mieux.» Ma *Mitrailleuse* (1915) de Théodore Botrel fait partie des chansons sur la guerre de 1914-1918 qui seront interprétées mercredi, à la Philharmonie de Paris, par des enfants chanteurs, comédiens, musiciens, et la Clique des Lunaisiens. Cet «oratorio pacifiste», qui mêle aussi bien des chansons sociales, pacifistes ou militaires, propose de se confronter aux fantômes du passé par l'oreille et la création. C'est l'aboutissement d'un travail de plusieurs mois mené avec des écoles, des collèges et des conservatoires d'Ile-de-France, au total plus de 130 enfants. Le directeur artistique de *Jeux de guerre, jeux de vi-*

lains est un baryton atypique. Depuis une dizaine d'années, depuis qu'il a découvert Béranger, souvent cité dans Balzac, Stendhal ou Sainte-Beuve, Arnaud Marzorati se passionne pour la chanson populaire. «*Qu'est-ce qu'un chansonnier? Qu'est-ce que la chanson au XIX^e siècle?*» me suis-je interrogé. Cela m'a permis d'amener plus de littérature dans mon métier et d'être au cœur même de l'histoire.» C'était le début de la redécouverte d'un patrimoine vocal et instrumental, avec son ensemble lyrique la Clique des Lunaisiens. Le nom fait référence à Raymond Queneau, selon lequel «*Les Lunaisiens sont les habitants de la Lune*». «*Venant du baroque, j'ai voulu opposer à ce monde solaire un côté plus obscur et moins connu. Nos projets peuvent aller d'un récital de piano et voix jusqu'à une dizaine d'instrumentis-*



Arnaud Marzorati et des enfants du conservatoire d'Aubervilliers. C. RAYNAUD DE LAGE

tes.» Ce travail d'exhumation historique donne lieu à des concerts parfois gravés sur CD: *1789, révolution, contre-révolution, les Trois Révolutions 1830, 1848, 1871*, ou le dernier en date, *la Complainte de Lacenaire*, de ce poète-assassin du XIX^e siècle. La Clique a aussi exploré le colonialisme et œuvre sur un projet intitulé «Soleil

noir» pour montrer l'envers du décor du siècle de Louis XIV et la souffrance du peuple (concert à Baroque en scène le 2 mai à Nantes) et un autre sur la légende napoléonienne (concert le 20 juin aux Invalides). Cette démarche s'accompagne d'un fort investissement pédagogique. «Ce patrimoine constitue un objet de réflexion

sur l'histoire et sur notre passé», souligne Arnaud Marzorati. Il montre à quel point la chanson engagée a pu être le premier des médias pour faire passer des idées.» Dans la perspective du concert à la Philharmonie, le baryton a encadré un atelier au conservatoire d'Aubervilliers. Devant la quinzaine d'enfants présents, il a par

exemple décrypté le sens «politique» de certains des airs qu'ils interpréteront mercredi. Sur la fameuse *Mitrailleuse*, justement: «*On est vraiment là dans la chanson de propagande. Cette Guerre mondiale, c'est la guerre moderne, on va inventer les chars, le gaz moutarde, la mitrailleuse révolutionnaire, et on essaye d'amoindrir cette horreur. Sur les paroles de Théodore Botrel, on prend un air populaire, le Black M de l'époque c'est Ma Petite Tonquinoise, le plus léger, le plus cabaret, le plus comique trou-pier...*» Faire comprendre aux jeunes citoyens qu'il ne faut pas se contenter d'une interprétation à sens unique, tout en revisitant l'histoire.

FRÉDÉRIQUE ROUSSEL

JEUX DE GUERRE, JEUX DE VILAIN
ARNAUD MARZORATI AVEC LA CLIQUE DES LUNAIISIENS Concert participatif à partir de 7 ans (atelier de préparation en famille à 11h30). Le 13 avril à 14h30 à la Philharmonie de Paris, 75019. Rens.: www.philharmoniedeparis.fr

GUITARE

L'ire lyrique d'Angélique Ionatos

Révoltée par l'actualité de son pays, la chanteuse grecque installée en France est en tournée, dans le sillage de son album «Reste la lumière».

«**M**a colère se voit un tout petit peu trop sur scène, si bien que des gens sortent effrayés en se demandant ce qu'ils ont bien pu me faire», s'amusait Angélique Ionatos à l'orée de son concert vendredi dernier à la Cigale à Paris. La chanteuse et guitariste grecque de 62 ans fait éclater de sa voix plaintive et indignée les vers hellènes de *Reste la lumière*, son vingtième album sorti en octobre. Et ce «ne pouvait être fait

avec des petites mélodies en majeur», dit-elle des guitares tendues et d'un bourdon continu qui exige de réfléchir hors de soi. Les textes qu'elle vient habiter sont autant du registre de la consolation que de la désolation, dans la continuité de son spectacle *Les rêves prendront leur revanche*, présenté en 2012 au Théâtre de la Ville, si congrûment nommé d'après un poème d'Odysseas Elytis (1911-1996). Fille de marin, élevée par une mèreoureuse des lettres, Angélique Ionatos a quitté à 15 ans la Grèce pour la Belgique puis la France, où elle a sorti son premier album, *Résurrection*, en 1962 et s'est installée depuis. «Je ne fais pas de musique en l'air, je pars toujours d'un livre. J'ai été nourrie par les textes de poètes grecs dont la plupart ont été

emprisonnés ou exilés pendant la dictature», explique-t-elle. Elle convoque quand même l'Espagnol Gabriel Celaya: «*Pour lui, la poésie est une arme chargée de futur*.» Et elle en espère un plus juste pour les nouvelles générations, car le comportement d'une «Europe du fric» envers la Grèce et les réfugiés la révolte. Cet été, à Lesbos, où elle a une maison, l'accueil des Syriens a été assuré par les locaux, rompus à la migration: «*On remplissait la voiture de vivres et de vêtements, les réfugiés étaient si nombreux à marcher sur les routes, alors on s'arrêtait pour eux. Je me souviens de leurs yeux, de leur bonté, de leur main sur le cœur pour dire merci. Cet album leur est aussi dédié*.» Il s'ouvre sur le titre *Courage* d'Elytis, dédié initialement aux femmes: «*Là où les ténèbres*

tissent et se tapissent/Devenez petits soleils qui se hissent.» Elle qui se laisse surtout emporter par les textes des autres a pris exceptionnellement la plume pour le titre *Mes sœurs sorcières*, adressé à «toutes les femmes, car je les trouve très courageuses. Je vois en Grèce combien elle bataillait pour nourrir la famille dans cette misère», témoigne-t-elle, le regard bleu gris embrumé. Son appropriation du poème *Persephone* de Dyonissis Kapsalis, l'avive: «*Quand il écrit dans les années 80 qu'elle cherche des acheteurs, c'est le côté prophétique des poètes. Perséphone est pour moi le symbole de la Grèce. Elle est en enfer et, telle une fille de joie, va chercher des investisseurs dans des pays qui tuent les poètes, comme l'Arabie Saoudite*.» Engagée, elle regrette en France «la gé-

nération précédente des Ferré, des Nougaro», qui a laissé place à des «chansons anodines». Voir la jeunesse française mobilisée pour Nuit debout la «rassure, car c'est ce qu'il faut, il y en a marre des oligarchies financières qui tracent nos destins», tonne-t-elle. Pour attendrir sa colère, elle voudrait que les gens disent non et s'inspirent de cette pensée de René Char: «*L'acquiescement éclairé le visage. Le refus lui donne la beauté*.»

CHARLINE LECARPENTIER

ANGÉLIQUE IONATOS RESTE LA LUMIÈRE (Ici, d'ailleurs...) En concert le 28 avril au Théâtre de la Halle au blé à La Flèche (72), le 23 juillet aux Nuits de Fourvière à Lyon (69), le 24 juillet au Festival de Thau à Villeveyrac (34).

MÉMENTOS



Un piano... On pourra toujours reprocher au virtuose gominé Yundi Li d'avoir une vie tumultueuse, de saccager certaines prestations par des notes indécrites ou de représenter, en pendant romantique du fofou Lang Lang, l'insolente suprématie chinoise du clavier. Seulement, sa *Ballade n°1* de Chopin sonne juste dans ses silences, et le prodige l'interprétera, avec les *Préludes*, ce mercredi à la Philharmonie de Paris. PHOTO AP



... des piani ?! Le programme de la troisième journée du Arte Concert Festival, dimanche à la Gaité lyrique à Paris, et diffusé en direct sur le site d'Arte, décline le piano aux couleurs de la pop ornementée de Patrick Watson (photo) et ses amis comme des recherches de Francesco Tristano et Bruce Brubaker ou des cathédrales de notes de l'éminence minimaliste Lubomyr Melnyk, connu comme «le pianiste ukrainien le plus rapide du monde». PHOTO DR

MÉLODIE

Katerine et son «Film» déboulent

Le chanteur amuseur sort son dixième album. Anecdotes intimes, vie politique, fantaisies poétiques... un enthousiasmant disque-somme dont l'humilité formelle rompt avec l'opulence de son prédécesseur, «Magnum».

Par
OLIVIER LAMM

Comme on a grincé des dents, ces dernières années, d'entendre dire n'importe quoi sur Katerine. Comme on a enragé de voir sa persona d'amuseur étrange, arrivée à maturité avec le succès de son tube de l'été *Louxor j'adore*, réduite à celle d'un Carlos pour petits bourgeois ricaneurs au moment même où il se permettait enfin de devenir politique. Comme on a regretté, surtout, que les disques qui ont suivi le carton kafkaïen *Robots après tout* (2005) aient clivé à ce point le public quand ils endossaient si admirablement le risque de prendre ce dernier à ce point au sérieux. Antithèse logique de l'opulent et légèrement défraîchi *Magnum* – Philippe Katerine semble avancer, album après album, par jeu dialectique –, *le Film* s'avance dans un dénuement d'apparat et une humilité formelle qui nous dit, d'abord, qu'on va pouvoir souffler un peu.

Vieil ami. Personne ne descendra cette fois dans l'agora en ligne avec une banderole «A mort Katerine» au bout du bras. Le ton y est trop littéraire, trop intime. Les chansons trop succintes, trop petites. Bêtement, l'environnement où il a été conçu – la pièce plus ou moins imaginaire cochée par l'artiste lui-même sur la pochette du disque – est trop minuscule pour laisser la place à la foire d'empoigne. Dès les premières notes de piano de la première chanson, qui donne son titre au disque, on aurait même presque l'impression du retour d'entre les morts d'un vieil ami, celui des *Créatures* ou des *Mariages chinois* dont la diction et l'écriture, mine de rien, nous manquaient un peu. Bien entendu, il n'en est rien. Katerine est bien plus

libre, bien plus libéré en 2016 qu'il ne l'était à l'orée des années 2000, quand il se sentait encore obligé d'alterner les tentatives de folie douce et les albums de dandy mélomane un peu plus policés. Mais il renoue, par instinct ou nostalgie, avec une veine mélodique et une fantaisie largement absentes des recherches et réductions langagières de *Philippe* ou *Robots après tout*. Comme ces deux albums-prototypes en revanche, *le Film* invente un nouvel avatar de chanson katerinesque où les mots chantés tout crus conversent presque exclusivement avec un dispositif simple comme bonjour de piano, instruments de poche (joués par l'ami proche Julien Baer) et bruitages divers (nature, moteurs) dont l'usage absolument littéral donne effectivement des airs de saynètes à des chansons farouchement thématiques et très narratives. Pour autant, *la Seine*, *Merveilleux* ou *les Objets* ne s'en tiennent pas à un intimisme de bon aloi. Bourré de surprises, de sorties de route et de dérapages très contrôlés, *Le Film* prend un malin plaisir à jouer avec les échelles, à transformer l'anecdotique et le minuscule – «philippe-delhermismes», bons mots burlesques ou jeux de mots idiots – en tragédie ou en volée métaphysique comme il explose les plus petites formes musicales – canons, comptine, parlé-chanté – jusqu'à l'orchestral, quand un chœur d'enfants ou un ensemble de cordes débarquent sans crier gare pour quelques secondes de béatitude pop. Comme dans la plus belle autofiction, les niveaux de réel surtout ne cessent de se mélanger et de s'interpénétrer. Le programme est posé dans la déclaration d'intention de l'ouverture, qu'on serait mal avisés d'entendre comme un écho à la mé-



Philippe Katerine, chez lui, à Bougival (Yvelines), en janvier. PHOTO ERIC GARAUULT. PASCOANDCO

taphysique de comptoir d'un Claude Lelouch: «C'est le plus beau film du monde, celui que je vois devant moi.» En nouvelliste éclairé («qui est le storyteller? Sûrement celui qui connaît l'heure»), Katerine mélange, grossit ou décompose anecdotes intimes et vues politiques, remugles psychanalytiques et pure fantaisie poétique, sans oublier une mise en abyme de son propre personnage médiatique dans *3 Ans*, où il livre ce qui est sans doute la plus belle explication de texte à ses

explorations souterraines de l'idiotie de ces dernières années.

Synthèse. Aussi, si Katerine consent toujours aux dérapages, aux riffs joués au coude sur le clavier et aux irruptions de folie sur *Compliqué* ou le vertigineux *Papa* (sans doute la plus autobiographique de ses chansons récentes), c'est, comme dans *les Mélodies* de Debussy, pour les besoins de ce qu'il a à raconter et des sentiments tour à tour très simples ou très compliqués

qu'il entend évoquer. Pour la vertigineuse synthèse qu'il a l'air de proposer, on serait ainsi tentés de voir en ce *Film* aural un disque-somme de l'auteur Katerine. Par égard pour sa délicatesse et les merveilleuses zones d'ombre qui persistent à sa surface, on s'en tiendra à le qualifier de petit chef-d'œuvre et de petit sommet de la chanson française contemporaine. ◆

LE FILM PHILIPPE KATERINE
(Cinq7/ Wagram)



Va, ville et deviens !

Hélène Geoffroy La nouvelle secrétaire d'Etat à la Ville a la difficile tâche de reconquérir les quartiers, tout en défendant Valls et Rossignol.

Jeudi 11 février. Le téléphone d'Hélène Geoffroy sonne. Au bout du fil, François Hollande lui propose le poste de secrétaire d'Etat à la Ville. La députée et maire de Vaulx-en-Velin (Rhône), inconnue du grand public, est surprise. Elle accepte dans la seconde. Une année avant la présidentielle, l'objectif est lourd : reconquérir la banlieue. Depuis l'élection de 2012, les promesses s'envolent et les quartiers populaires abandonnent chaque jour un peu plus les urnes socialistes. Hélène Geoffroy, 46 ans, est réputée pour savoir arpenter le bitume sans crainte. Il paraît qu'elle aime se frotter à la difficulté. Depuis sa nomination, les compliments s'enchaînent. Ses collègues parlent d'une femme «*de terrain, sérieuse et fiable*». La secrétaire d'Etat ne commente pas les louanges et charbonne à l'ombre. Pourtant, ce mercredi, elle sera sous les spots. Le gouvernement se déplace chez elle, à Vaulx-en-Velin, pour le troisième Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté (Ciec). Elle joue gros à domicile.

Hélène et la négritude. C'est un après-midi pluvieux à Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis. La secrétaire d'Etat visite une école, échange avec les parents avant de jeter un œil à la résidence des Fauvettes. Laisse à l'abandon, ce quartier abrite des âmes dans des conditions inhumaines : ni couleur ni ascenseur

malgré la hauteur des tours. Habitée à ce type de paysage, elle garantit aux habitants, fatigués, de revenir pour changer le décor. Le tout, sans promettre la lune. Sur le chemin du retour, la voiture ministérielle passe entre les voies de l'autoroute A1. Le gyrophare éclaire et ambience la banlieue à sa manière. Postée à l'arrière, elle prend son temps pour choisir ses mots. Elle rigole, met à l'aise tout en gardant la distance. On revient sur l'actualité du jour et la sortie hasardeuse de la ministre des Droits des femmes, Laurence Rossignol, au sujet du voile : «*Il y a des femmes qui choisissent, il y avait aussi des nègres africains... des nègres américains qui étaient pour l'esclavage*». Hélène Geoffroy, qui découvre le monde médiatique, ne prend aucun risque. Elle regarde ailleurs et nous emmène sur la terre qui l'a vue grandir. «*La négritude est un mot qui nous a profondément marqués en Guadeloupe. Aujourd'hui, avec l'aide d'Aimé Césaire, la négritude a pris un caractère universel. C'est devenu un beau mot parce qu'il parle de tous les opprimés*», dit-elle avec une voix douce. Aimé Césaire, sa «*colonne vertébrale*», ne sera jamais bien loin tout au long de son parcours et de son enfance paisible auprès de son petit frère et de ses parents fonctionnaires et engagés à gauche. Elle a avalé sa première goutte de champagne lors de

l'élection de Mitterrand en 1981. Elle avait 11 ans, et rêvait d'être astronaute.

Hélène et Vaulx-en-Velin. La France bascule en 1995 : Chirac succède à Mitterrand, et le FN sort ses griffes. Hélène Geoffroy, elle, est à Paris, «*une ville qui m'a toujours fait rêver*», pour suivre des études scientifiques. L'étudiante, féministe, cherche à s'engager. Elle pousse, discrètement, la porte du PS et prend sa carte pour refaire le monde. Dans la foulée, elle quitte la capitale. La chercheuse est nommée chargée de projets et atterrit à Vaulx-en-Velin : un bastion communiste. Elle s'installe à l'université de la ville et milite, toujours, au PS. Ses parents, restés en Guadeloupe, pas mécontents que l'aînée s'investisse loin de l'île, observent ses débuts. La jeune femme prend goût à la politique. Le contact humain, tout ça. Dans un second temps, elle découvre l'autre visage de ce monde sulfureux. Elle donne et prend des coups sans relâche. Un jour, elle gagne, un autre, elle perd. Les années passent et elle prend du galon. Le 17 juin 2012, elle surfe sur la victoire de Hollande et rafle la circonscription. Le 5 avril 2014, la députée, plante le drapeau socialiste sur la mairie de Vaulx-en-Velin après quatre-vingt-cinq ans de règne communiste et suite à une campagne «*très violente*». Une progression lente et efficace.

Hélène et Manuel. On retrouve la secrétaire d'Etat la semaine suivante avec une nouvelle coupe de cheveux. Elle s'installe dans son petit bureau sobre, et boit un thé. Détendue et prolifique. On l'interroge sur la sortie de Manuel Valls. La veille, le Premier ministre a appelé les Français à réagir contre l'islam radical, estimant qu'«*une forme de minorité agissante, des groupes sont en train de gagner la bataille idéologique et culturelle*». Elle prend ses patins : «*Le Premier ministre dit des choses que je partage. Il y a des personnes qui cherchent à diviser les gens. Ils veulent que nous vivions séparés. En France, ils sont très loin d'être majoritaires mais ça existe*». Elle prévient : «*Il ne faut pas réduire ces phénomènes aux quartiers populaires*». D'ailleurs, la madame banlieue du gouvernement évite d'assigner les citoyens à un lieu, à une communauté. Elle déteste «*enfermer les gens dans une seule forme d'identité*». Mariée et mère de deux filles, Hélène Geoffroy, elle, s'abstient d'évoquer son rapport à la spiritualité. Elle préfère parler du rôle de l'Etat dans l'accompagnement des jeunes diplômés qui galèrent. «*L'Etat doit mettre en contact les entreprises et les jeunes des quartiers*», dit-elle le regard fixe. Au fil des mots, elle revient sur son premier amour en politique : Ségolène Royal. «*Une avant-gardiste*», selon Hélène Geoffroy. «*A gauche, elle s'est emparée du drapeau et de la Marseillaise avant tout le monde*». Des symboles qui ont toujours une place importante pour la secrétaire d'Etat.

Hélène et Eboué. Son thé terminé, elle rejoint le petit jardin du ministère. Le soleil illumine la belle pelouse. Elle cherche des regards complices, rit plus fort pour masquer la gêne devant l'objectif. Après la pose, on revient sur un épisode qui a fait jaser Vaulx-en-Velin. Quelques semaines après sa victoire aux municipales, un de ses adjoints, Ahmed Chekhab, profère des insultes antisémites à l'encontre d'un opposant. Malgré la pression, la maire serre les rangs. Après des excuses publiques et la relaxe du tribunal, Chekhab est aujourd'hui en charge d'un plan d'action contre le racisme et l'antisémitisme en partenariat avec la Licra. «*La pédagogie pour soigner les plaies*», explique-t-elle fièrement.

L'heure tourne. Avant de filer, Hélène Geoffroy nous lit les premières lignes d'un texte de Félix Eboué qui date de 1937 et s'adapte sans une ride à notre époque. Toujours à voix basse : «*A cette jeunesse que l'on sent inquiète, si incertaine devant les misères de ces temps qui sont les misères de tous les temps ; à cette jeunesse, devant les soucis matériels à conjurer ; à cette jeunesse dont on veut de la part et d'autre, exploiter les inquiétudes pour l'embrigader...*» Puis, elle s'éclipse, discrètement pour renouer le contact avec cette jeunesse des quartiers qui, bien souvent, regarde ailleurs. ▶

Par **RACHID LAÏRECHE**
Photo **ROBERTO FRANKENBERG**